REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un peuple-un but-une foi

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

IMPACT DE LA DEVALUATION DU FRANC CFA SUR LE SECTEUR AGRICOLE EN GENERAL, ET LE SOUS-SECTEUR CEREALIER EN PARTICULIER

Etude réalisée
par Issa Dabo NDIAYE
Consultant agro-économiste

Sur financement de l'Agence des Etats Unis pour le Développement International (USAID/SENEGAL)

Dakar, Septembre 1995

RESUME ANALYTIQUE

1 OBJET ET DEROULEMENT DE L'ETUDE

Le 12 Janvier 1994 est intervenue la devaluation du franc CFA, a la suite d'une concertation entre les 14 chefs d'Etats de la zone Franc, la France et le Fonds Monétaire International Le communiqué final soulignait que la devaluation devrait

- d'une part contribuer à améliorer de façon significative la compétitivite des économies des Etats membres et créer les conditions d'un retablissement rapide des grands équilibres exterieurs et interieurs,

- et d'autre part favoriser la résorption du chômage, la relance des exportations et le retour des capitaux places a l'etranger En d'autres termes cette importante mesure devrait creer les conditions favorables à une relance de l'économie des Etats concernés, et contribuer a l'amelioration des conditions de vie de leurs populations

Dans cette perspective, le Conseil Economique et Social s'est proposé en sa qualité d'assemblee consultative de l'Etat et representative des forces vives de la nation, et de Conseiller privilégié du President de la Republique sur les questions relatives au développement economique et social du pays, de réaliser une étude sur l'impact de la dévaluation au sénegal Cette étude permettrait de jeter les bases d'un suivi global des tendances économiques et sociales en vue de faire des recommandations sur les orientations et les politiques a suivre pour un développement a moyen et long termes du Sénegal

L'etude comporte plusieurs volets, et le present rapport a trait au volet relatif au secteur agricole en général, et au sous secteur cerealier en particulier Les travaux qui ont abouti a son élaboration ont eté menes du 22 Mai au 22 Juin 1995, d'abord par l'examen des documents existants sur le sujet et ensuite par des investigations complémentaires (discussions avec les partenaires, analyse de données statistiques avant et après dévaluation, observation de certains faits significatifs) conduites à travers le pays L'objectif final visé était de

a) verifier si les conditions sont maintenant reunies pour le développement de la transformation des céréales locales sur une base competitive,

b) identifier les mesures qui peuvent être prises pour stimuler de telles activites de transformation,

c) voir dans quelle mesure une demande accrue de produits locaux se traduirait par des revenus accrus pour les paysans

De façon spécifique, cet objectif se traduit comme suit

- apprécier dans la situation nouvelle les effets de la libéralisation du monde rural, atouts et handicaps,
- identifier et analyser les contraintes de commercialisation de la production locale face à l'importation,
- analyser les perspectives de marches et de rentabilité de la transformation locale des produits agricoles, particulièrement des cereales,
- analyser les perspectives pour les technologies de transformation existantes et à venir,
- etudier et actualiser, en relation avec le consultant macro-economiste, les etudes faites sur les problèmes techniques et socio-économiques liés au secteur céréalier (y compris les analyses des politiques de prix, les etudes de faisabilité des techniques de transformation des ceréales et de commercialisation des produits) depuis 1966 quand le Plan Cérealier a ete lancé, et faire des recommandations en vue du developpement du sous-secteur ceréalier,
- assurer les relations avec le Ministere charge du développement rural et avec les organisations socio-professionnelles du monde rural,
- proposer des scénarios pour l'amelioration de la performance des systèmes de transformation-commercialisation et pour la promotion du sous-secteur céréalier et celui des autres produits non traditionnels

2 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE SECTEUR AGRICOLE EN GENERAL

2 1 Conclusions

Le secteur agricole (au sens strict du terme) a été marqué depuis l'independance du pays par une certaine instabilité au plan des politiques mises en oeuvre

Depuis l'avènement des nouvelles politiques (NPA, Plan céréalier, PASA) et le nouveau contexte socio-économique créé par la dévaluation, de nouvelles perspectives sont apparues Leurs manifestations les plus évidentes sont la prise de conscience par les producteurs de la necessité d'assumer leurs responsabilités dans la gestion du secteur, et l'intérêt grandissant attaché à la valorisation des productions locales, et particulièrement des céreales

La production agricole, selon les données des 14 dernières années, a stagné Les contraintes majeures qui ont conduit à une telle situation resident certes dans les aléas climatiques, mais aussi et surtout dans la baisse de la productivité des terres et du travail

En effet, après la dévaluation les coûts des intrants et outillages agricoles sont devenus prohibitifs pour des revenus modestes et parfois incertains dans certaines régions De plus, le système de crédit s'est dégradé au fil du temps pour pouvoir constituer véritablement le soutien indispensable à la production agricole Les conséquences qui en ont résulté sont la dégradation prononcee du potentiel productif des semences actuellement utilisees du fait du faible taux de renouvellement du capital semencier, l'abandon de plus en plus généralisé de la fertilisation (tant par l'engrais chimique que par la fumure organique) et de la protection des cultures, ainsi que de la mecanisation des travaux culturaux

A cela s'ajoutent des problèmes d'ordre foncier L'application de la loi sur le domaine national n'assure pas la sécurisation de la tenure Ce qui constitue un obstacle majeur aux grands investissements necessaires à la mise en valeur des terres de façon durable La tendance actuelle est à l'agriculture itinérante, dont les effets néfastes sur l'environnement sont connus et déjà vécus dans certaines zones de production du pays

La recherche agricole demeure encore peu efficiente, malgré les nombreux resultats qu'elle a génére a ce jour, en particulier dans la production de semences améliorees et dans la mise au point de techniques culturales performantes Mais dans la définition des priorites en matière de recherches et de la stratégie à mettre en oeuvre a cet effet, les autres partenaires au développement et surtout les utilisateurs (producteurs) sont peu associés De ce fait, ses produits restent largement sous-utilisés De plus, l'ISRA connaît certains problèmes inherents à l'environnement économique genéral du pays et a sa croissance En plus de la crise financière qui le destabilise et menace constamment l'exécution de ses programmes, sa politique en matière de gestion de la recherche et du personnel et son système de gestion financière sont jugés peu crédibles par ses principaux bailleurs de fonds

Le crédit agricole a énormément régressé et n'arrive plus a couvrir les besoins de financement Il est encore pour une grande part un credit court terme dit "de campagne" (84%) qui est devenu difficile a mobiliser Il reste confronté à un certain nombre de problemes, dont les plus remarquables sont l'accroissement des impayes sur les crédits collectifs, l'absorption du crédit dans certaines zones limitees d'une part par la faiblesse des revenus des ruraux et d'autres part par l'inexistence de circuits adequats de distribution des intrants, et le coût éleve de la collecte de l'epargne rurale sans résultats tangibles

La commercialisation des produits agricoles et de leurs dérives connaît une vague de libéralisations qui pourrait constituer, à l'analyse, un danger reel pour les productions locales En effet, dans la plupart des pays au monde, et en particulier en Europe, l'agriculture reste encore subventionnee pour une grande part De ce fait, certains produits, sujets a "dumping" sur les marches mondiaux pourraient revenir CAF Dakar moins cher que les productions locales

A l'heure actuelle, **les prix relatifs** des principaux produits agricoles ne reflètent pas une cohérence significative car, l'insuffisance des ressources financières propres limite les possibilités de concurrence entre cultures Ainsi depuis plusieurs années, un certain équilibre semble se maintenir, malgré les variations sensibles des prix au producteur qui ont parfois prévalu

Toutefois, la libéralisation et le renchérissement des facteurs de production qui en a résulté aura pour effet certain "d'aiguiser" le sens du "profit" des producteurs, qui de plus en plus auront tendance à privilégier les avantages en terme de "marge par type de culture" dans leurs décisions d'emblavement Cela peut porter préjudice à certaines industries qui dépendent essentiellement des productions locales telles que les huileries, à moins qu''elles n'instaurent à l'image de la SODEFITEX et de la CSS leur propre politique de production de matières premières agricoles et/ou de prix au producteur

Le contrôle des **normes de qualité** ne fait pas encore l'objet d'une législation concertée et acceptee dans la sous-region, malgré les travaux menes par certaines institutions internationales à ce sujet (FAO) Par contre, les dispositions y relatives sont très sévères dans d'autres pays, en particulier ceux d'Europe De ce fait, il constitue un passage obligé pour l'accroissement des exportations

Slogan des annees 1980, le "consommer sénégalais" s'impose de plus en plus à l'heure actuelle, au regard des effets néfastes des nouvelles politiques mises en oeuvre sur le pouvoir d'achat des populations Toutefois, ce slogan qui connaît un certain succès en milieu rural depuis ces dernières années, a du mal à s'imposer en milieu urbain La raison profonde est liée au manque de compétitivité des produits locaux mis sur les marchés par rapport aux produits importés, cela non seulement au plan du différentiel de prix, mais aussi et surtout à celui de la qualité (goût et propreté) et de la disponibilite Or la promotion des produits locaux est essentielle à la relance de l'agriculture et à l'augmentation des revenus des ruraux

2 2 Recommandations

L'importance du secteur agricole pour l'economie du Sénegal, appelle des mesures de sauvegarde efficaces et immediates

A cet égard, en attendant que les organisations paysannes et le secteur prive en général soient assez outillés (au plan organisationnel et financier) pour pouvoir assumer pleinement les responsabilités qui leur reviennent dans les nouvelles politiques initiées dans le secteur, il faudra faciliter l'acquisition des intrants agricoles aux paysans, et ce par réduction des coûts a travers celle de la fiscalité et par une politique souple et concertée de crédit Toutefois les conditions d'une telle intervention meritent d'être etudiées, afin de ne pas remettre en cause les acquis fondamentaux des politiques déjà mises en oeuvre dans le secteur

Pour le probleme foncier, la securisation dans l'exploitation des terres, sans pour autant être assimilée à une propriété privée definitive, devrait se traduire par une affectation de celles-ci pour une duree déterminée renouvelable, mais suffisante pour realiser des investissements consistants et assurer leur amortissement Toutefois, les terres affectées ne pourront constituer un moyen de garantie pour le credit

En matière de recherche agricole, l'ISRA devrait avoir un statut qui lui confere une certaine autonomie de gestion Elle devrait également développer une capacité réelle à pouvoir prendre en charge le financement de ses activités, notamment par la valorisation de ses produits

Pour le financement de la production agricole, il importe de développer la capacité d'absorption du crédit, de favoriser un bon equilibre d'exploitation de la CNCAS, d'améliorer la solidarité et la viabilité des nouvelles structures d'organisation du monde rural, de developper une expertise en matiere de crédit rural par la formation et les echanges d'expériences, de developper d'avantage le crédit court terme qui offrirait des possibilités de "peréquation" entre campagnes déficitaires et campagnes excédentaires

Sur le plan commercial, il y a lieu d'instaurer une taxation de protection dont le niveau devrait être bien étudié de façon à rapprocher tous les marchés étrangers d'une vérité des prix du marché intérieur, ce qui permettrait d'assurer la protection des productions locales En outre, les producteurs auront de plus en plus à faire face a des partenaires aguerris, ayant pour souci majeur la "maximisation du profit" Face a cela, ils devront developper une grande capacité de négociation Leur information et leur formation devront être renforcées à cet effet Du reste, la diversification des sources de revenus pourrait constituer également un atout certain De plus, le respect rigoureux des normes et de la qualité s'impose A cet effet, l'Institut National de Normalisation devrait être rendu plus fonctionnel en matière d'équipement et d'organisation Il gagnerait à se rapprocher d'avantage de ses utilisateurs et a leur assurer des services et autres produits au prix coûtant et avec la qualite requise

La promotion des produits agricoles devra faire l'objet d'une politique globale, tenant compte de toutes les dimensions de la consommation des menages (disponibilite, qualité des produits, competitivité des prix, distribution, publicité-marketing) Ce n'est que dans ces conditions qu'elle pourra contribuer à améliorer d'une part le taux de couverture des besoins alimentaires nationaux, et d'autre part l'accessibilité économique (par le pouvoir d'achat) des populations rurales, les plus nombreuses et les plus démunies, aux produits alimentaires complementaires

3. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE SOUS-SECTEUR CEREALIER EN PARTICULIER

3 1 Conclusions

Le problème auquel il faut faire face est de pouvoir répondre en suffisance et de façon régulière à une demande croissante en produits derives des céreales locales Cela impose en amont que les conditions soient créees pour le développement et la stabilisation de la production de céreales locales, matière première de base pour les unites de transformation Mais les contraintes majeures restent les mêmes que celles décrites plus haut, notamment les ressources limitees, les aleas climatiques, et la faible productivité liee à la perte de fertilité et à la réduction de la mecanisation des travaux agricoles L'essentiel des efforts consentis dans le sous-secteur céréalier en matière de production, porte sur le riz En effet, des investissements importants ont éte déjà consentis à l'irrigation, en particulier dans la région de la Vallée du Fleuve Sénégal, mais sans en tirer réellement le maximum de profit Par ailleurs, au problème foncier se sont ajoutés ceux liés au désengagement de l'Etat et à l'inefficacité des mesures d'accompagnement préconisées

Le financement de la production se pose avec encore plus d'acuite pour le sous-secteur céréalier Les causes restent les mêmes que celles déjà evoquées pour le secteur agricole en géneral

Sur le plan de la transformation des céréales, de nombreuses technologies ont été mises au point par L'ITA Cependant leur exploitation efficiente se heurte encore a des difficultés de communication avec les utilisateurs et de mise au point de certains équipements adéquats, notamment pour la transformation secondaire (et notamment le "roulage") La nouvelle stratégie de l'ITA consiste à se rapprocher de ses utilisateurs en vue d'apprécier leurs besoins et de les informer sur les technologies existantes Cependant, le probleme de mise au point et de diffusion de certains equipements reste entier

Un des critères importants qui determinent la consommation des céréales est leur facilité de préparation

A cet égard, les céréales locales ne sont toujours pas dans des conditions de competitivité favorables par rapport au riz En effet, la transformation secondaire était encore jusqu'à une période recente très peu développée, et les produits finis ou semi-finis disponibles n'étaient pas très diversifiés Des technologies ont éte étudiées par l'ITA pour répondre à ces besoins, mais elles ne sont pas encore totalement au point pour être exploitees De plus, elles portent généralement sur les produits préparés traditionnellement dans les ménages (couscous, arraw, thiacry)

Les unites de transformation, notamment semi-industrielles et artisanales, souffrent réellement d'un problème de rentabilité, inherent au faible taux d'utilisation de leur capacité réelle de production mais également a la promotion de leurs produits Cela resulte genéralement d'insuffisances en matiere d'organisation, d'exploitation et de gestion En outre, les unités ont souvent des capacites de financement très limitées pour pouvoir faire face aux problèmes d'investissement et de fonctionnement inhérents à toute entreprise privée Les possibilités de financement du credit existent, mais sont souvent insuffisamment connues, et par conséquent peu ou mal exploitées

La commercialisation des produits dérives des céréales locales souffre encore de problemes de distribution, et surtout de promotion Beaucoup de produits sont mis actuellement sur les marchés dans les centres urbains, mais sont presque inexistants en milieu rural De plus, les mêmes produits sont présentes sous différentes formes et marques commerciales Cette situation pose aux consommateurs de grosses difficultes d'identification et de fidélisation à un produit d'une marque donnée La promotion des produits dérives des céreales locales passe nécessairement par une amelioration de leur distribution sur le territoire national, et par une politique de promotion et de marketing facilitant leur adoption par les consommateurs Il est incontestable que peu d'efforts ont éte fait pour promouvoir des produits à base de ceréales locales, autres que ceux connus traditionnellement Or de grandes possibilites existent a cet égard et des tests ont éte même menés avec certaines cereales (particulierement le maïs), mais sans suite Quelques petites unites artisanales ont commencé, mais très timidement, à exploiter certains acquis (beignets, croquettes) En effet, les actions d'accompagnement (distribution, publicite) sont souvent négligées

La qualité des produits (goût, propreté) constitue un atout majeur pour leur adoption par les consommateurs et la présentation en est l'expression eloquente La compétitivité des produits à base de ceréales locales par rapport aux autres produits similaires importes, et en particulier le riz, réside dans la problématique prix/qualité/quantite/disponibilité A cet égard, toutes les études et enquêtes réalisees jusqu'à présent font état d'un avantage certain pour le riz

Mais en milieu rural, la diffusion de plats simples et peu coûteux à base de ceréales locales (fondé, thiacry, sousseul) a grandement accru leur consommation Cela prouve a l'évidence que la promotion des céréales locales restent fortement tributaire des coûts des plats a la préparation desquels elles sont utilisées

3 2 Recommandations

Certains faits avéres permettent de penser que le contexte actuel est favorable a l'accroissement de la consommation de cereales locales Ce sont notamment l'importance accrue des ceréales locales dans la consommation des ménages ruraux, les nombreuses technologies de transformation disponibles, le grand nombre d'unites de transformation existants à travers le pays, la présence sur les marches (en particulier urbains) de moult produits semi-finis ou finis derives des ceréales locales Cette nouvelle dynamique, si elle se confirmait dans le temps et dans l'espace, devrait aider au développement du sous-secteur céréalier dans le pays Mais pour ce faire, il est indispensable qu'elle soit impulsée et entretenue a tous les niveaux Les actions à mener à cet effet, peuvent se resumer comme suit

Des conditions devraient être créées pour assurer l'accroissement et la stabilisation de la production, notamment par le developpement de l'irrigation a moindre coût partout où les potentialites existent à cet effet Les moyens affectés à la mise au point des technologies de transformation et a la conception des équipements méritent d'être accrus D'autres types de produits (venant d'autres pays ou totalement nouveaux) devraient être introduits au Senégal, et des recherches de technologies y relatives entreprises L'information des utilisateurs sur les technologies de transformation existantes devrait être renforcée

Des efforts devraient être consentis, avec le concours des differents partenaires pour apporter aux unités de transformation l'assistance requise en matière de gestion Cela pourrait se faire sous forme de formation de groupes (réunions, ateliers, séminaires) et/ou de voyages d'études dans des pays ou existent des expériences interessantes La recherche de la diversification, par la mise au point et la diffusion de nouveaux produits pourrait constituer une bonne stratégie pour la promotion des céréales locales Tout comme le marketing, la qualité et la présentation des produits doivent être considérées comme des eléments essentiels d'une bonne politique de promotion Les promoteurs devraient y veiller particulierement, afin de gagner la confiance des ménagères habituees a fabriquer elles-mêmes leurs produits selon les procédés traditionnels La promotion des cereales locales passe necessairement par la recherche de recettes culinaires a moindre coût, lesquelles pourraient être testées et diffusées par divers moyens de communication (presse, séances de dégustation, manifestations theâtrales)

TABLE DES MATIERES

		PAGE
TABLE DES MATIERES		ix-x
LISTE DES ANNEXES		xi
LISTE DES ABREVIATIONS		xii
1	**APERCU GENERAL SUR LE SECTEUR AGRICOLE**	**1**
1 1	Place du secteur agricole dans l'économie nationale	1
1 2	Les potentialités et contraintes	1
1 2 1	Sur le plan climatique	1
1 2 2	Sur le plan des ressources en terres	2
1 2 3	Sur le plan hydrologique	3
1 2 4	Sur le plan du financement	4
1 2 5	Sur le plan socio-economique	5
1 3	Les principales zones agro-écologiques et de production	7
1 3 1	Les régions agricoles et leurs caractéristiques	7
1 3 2	Les zones agro-ecologiques et les cultures pratiquees	8
1 4	Les stratégies et Politiques mises en oeuvre pour le developpement du secteur	9
1 4 1	Periode de 1960 à 1966	9
1 4 2	Période de 1967 à 1980	9
1 4 3	Période de 1981 à 1983	9
1 4 4	Periode de 1984 a 1993	9
1 4 5	A partir de 1994	10
1 5	Analyse des effets de la libéralisation du secteur agricole	10
1 5 1	Concernant l'organisation du monde rural et les ressources humaines	11
1 5 2	Les systemes de production	11
1 5 3	Les revenus agricoles	12
1 5 4	Le financement des activités agricoles	12
2	**LE SOUS-SECTEUR CEREALIER AVANT LA DEVALUATION**	**12**
2 1	Evolution des productions locales de ceréales	12
2 1 1	Les principales zones de production	12
2 1 2	Les tendances révelees par les statistiques de production	13

2 2	Commercialisation et stockage des céréales	14
2 2 1	Les Institutions impliquees	14
2 2 2	La commercialisation des céréales	17
2 2 3	Le stockage des ceréales	22
2 3	Transformation des céréales	23
2 3 1	Les cereales importees	23
2 3 2	Les cereales locales	24
2 4	Consommation des céréales	26
2 4 1	Etat des consommations	26
2 4 2	Le comportement des consommateurs	26
2 4 3	Analyse des bilans céréaliers	26
3.	**ANALYSE DE L'IMPACT DE LA DEVALUATION**	**27**
3 1	Sur le secteur agricole en général	27
3 1 1	Les effets observes imputables a la dévaluation	27
3 1 2	Conclusions et recommandations	32
3 2	Sur le sous-secteur céréalier	34
3 2 1	Rappel de quelques événements importants après la dévaluation	34
3 2 2	Evolution des differentes filières après la dévaluation	35
3 2 3	Analyse des opportunités existantes pour la transformation des céréales locales sur une base compétitive	38
3 2 4	Appreciation des perspectives en matière de developpement de la transformation des ceréales locales	46
3 2 5	Conclusions et recommandations	50
4	**CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS GENERALES**	**53**
4 1	Concernant le secteur agricole en général	53
4 1 1	Conclusions	53
4 1 2	Recommandations	55
4 2	Concernant le sous-secteur céréalier	56
4 2 1	Conclusions	56
4 2 2	Recommandations	58
ANNEXES		60-70
LISTE DES PERSONNES RENCONTREES		71
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES		72

LISTE DES ANNEXES

Annexe N° 1 Termes de Référence du consultant

Annexe N° 2 Superficies des terres par region (en Milliers d'hectares)

Annexe N° 3 Principales zones agro-écologiques homogènes, cultures et assolements pratiqués

Annexe N° 4 Statistiques de production arachide/céréale de 1984/85 a 1994/95

Annexe N° 5 Evolution des importations de riz et de blé pendant la periode 1984-1994 en milliers de tonnes

Annexe N° 6 Evolution des bilans cerealiers de 1990/91 à 1994/95 (en tonnes)

Annexe N° 7 Bilans céréaliers par produit en 1993/94 et 1994/95, dernière campagne avant et premiere apres la devaluation

Annexe N° 8 Comparaison de la rentabilité de décortiqueurs entre milieu rural et milieu urbain à partir de quelques comptes d'exploitation (en Franc CFA)

Annexe N° 9 Répartition géographique des marchés couverts par le système CSA d'information sur les prix des céréales

Annexe N 10 Niveaux d'autoconsommation des ceréales dans les exploitations représentatives, selon les zones agro-climatiques

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ABP	Association de Base des Producteurs
ACEP	Agence de Crédits a l'Entreprise Privée
BAME	Bureau d'analyses macro-economiques (ISRA)
CDH	Centre de Developpement de l'Horticulture (ISRA)
CERP	centre d'Expansion Rural Polyvalent
CFD	Caisse Française de Développement
CILSS	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CIRAD	Centre International de Recherches Agronomiques pour le Developpement
CNCAS	Caisse Nationale de Credit Agricole du Sénegal
CNTS	Confederation Nationale des Travailleurs du Senegal
CPSP	Caisse de Peréquation et Stabilisation des Prix
CRDI	Centre de Recherche pour le Developpement International
CSA	Commissariat a la Securité Alimentaire
CSS	Compagnie Sucriere Sénégalaise
DISA	Division des Statistiques Agricoles
DPDA	Déclaration de Politique de développement Agricole
FAC	Fonds d'Aide et de Coopération (France)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCCAA	Fonds Commun de Contrepartie de l'Aide Alimentaire
FCFA	Franc CFA (1 Franc Français = 100 FCFA)
FED	Fonds Europeen de Développement (Union Européenne)
FONGS	Federation des ONG
ISRA	Institut Sénegalais de Recherche Agricole
ITA	Institut de Technologie Alimentaire
NPA	Nouvelle Politique Agricole
ONCAD	Office National de Commercialisation et d'Assistance au Developpement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PA	Programme Agricole
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PASA	Programme d'Ajustement du Secteur Agricole
PC	Politique Céréaliere
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PROCELOS	Promotion des Céreales Locales
SAED	Société d'Amenagement du Delta
SGS	Sociéte Génerale de Surveillance
SISMAR	Société Industrielle Sahélienne de Mécaniques, de Materiels Agricoles et Représentations
SODEFITEX	Societé de Développement des Fibres Textiles
SONACOS	Sociéte Nationale de Commercialisation des Oléagineux
UNCO	Union Nationale des Coopératives
URIC	Unité Rizerie Industrielle et Commerciale
USAID	Agence Américaine pour le Développement International

1 APERCU GENERAL SUR LE SECTEUR AGRICOLE

1 1 Place du secteur agricole dans l'économie nationale

Comparativement aux autres secteurs, la part du secteur agricole dans le PIB reel a suivi une tendance progressive a la baisse, passant de 18,75% sur la periode 1960-1966 à 11% entre 1987 et 1993 Cette régression trouve sa justification dans la conjonction de plusieurs facteurs négatifs, dont notamment les aleas climatiques, les fluctuations souvent à la baisse des cours mondiaux, et les effets pervers des politiques et programmes mis en oeuvre Mais elle est egalement imputable en partie au déclin de la productivite

L'essentiel du PIB genére par le secteur agricole provient de l'agriculture (productions vegetales) et de l'elevage Ces deux sous-secteurs ont fourni en 1989 plus de 75% du PIB du secteur agricole Si le sous-secteur de l'agriculture a connu une certaine stagnation dans le temps (PIB de 1989 légèrement supérieur à celui de 1977), les sous-secteurs de l'élevage et de la pêche ont enregistré une évolution significative ces dix dernières années, du fait certainement d'un transfert d'intérêt du premier sous-secteur vers les deux autres

Le secteur occupe 60% de la population et demeure un des principaux moteurs de l'économie du pays, en terme de revenus, de budget et de balance commerciale

1.2 Les potentialités et contraintes

1 2 1 Sur le plan climatique

De par sa position géographique, le pays appartient à l'éco-climat dénomme "sahel", où les questions de terre, de capacité de production et d'exploitation des ressources disponibles sont soumises a une même contrainte, à savoir celle de l'eau En effet, les pluies y sont tres aléatoires tant par leur quantité que par leur duree et restent de ce fait un facteur limitant de premier degré pour les cultures et la recharge des nappes aquifères

Le Senégal est découpé en quatre grandes zones climatiques où du Nord au Sud les problemes liés aux aléas pluviométriques se posent avec une acuité décroissante Ce sont

- la zone sahélienne (pluviométrie moyenne inférieure à 350mm),
- la zone soudano-sahélienne (pluviométrie moyenne comprise entre 350 et 500 mm),

- la zone soudanienne (pluviométrie moyenne comprise entre 500 et 800 mm),

- la zone soudano-guinéenne (pluviométrie moyenne supérieure à 800 mm)

1 2 2 Sur le plan des ressources en terres

La superficie totale arable du pays est estimée à 3,8 millions d'hectares, dont les 62% sont cultivés chaque année Les superficies consacrées à l'agriculture pluviale représentent 91% et seulement près de 8% sont utilisees pour l'agriculture irriguée En tenant compte des terres en jachère, les superficies utilisées pour les cultures pluviales atteignent 79% des potentialités existantes Sur les quelques 300 000 ha irrigables, près de 30 000 ha ont été effectivement aménages dont 23 000 actuellement cultivés dans la Vallee du Fleuve Senegal[1] Quant aux cultures de décrue, elles couvriraient une superficie de 25 000 ha[2]

Les potentialités en superficies arables sont généralement faibles dans chaque région Il en est de même des terres cultivables non utilisees notamment dans la partie du bassin arachidier couvrant les régions de Thiès, Diourbel, et Kaolack En outre, une part importante des terres actuellement cultivées présentent les caractéristiques des sols dits "pauvres" La région de Kaolack est celle qui compte le plus de terres cultivées (presque 28% du total national), suivie de celles de Fatick, Diourbel, Thiès, Louga et Kolda qui ont chacune entre 11 et 12% La région de St-Louis vient en dernière position avec seulement 2% L'annexe N 2 permet d'illustrer cette situation Les possibilites d'extension des terres cultivables sont généralement limitées, et en particulier dans le bassin arachidier ou la population augmente rapidement Les seules possibilités d'extension des terres se trouvent dans les regions de Saint-Louis, Tambacounda, Ziguinchor et Kolda Mais la majorité de ces terres ne peuvent être mise en valeur que par des aménagements et un système d'irrigation dont le coût global est très elevé De plus, la qualité des sols se dégrade de plus en plus, du fait des effets conjugues de la sécheresse et de pratiques culturales inapropriées (insuffisance ou défaut d'utilisation d'inputs ameliorants, notamment semences et engrais)

Ainsi pres de 1 600 000 ha de terres seraient en voie d'acidification, dont 925 000 dans les zones submergees et 675 000 dans les zones exondees

---

[1] Les estimations faites a propos des terres arables, et surtout celles irrigables sont variables selon les sources, les données utilisées ici résultent des estimations de la FAO en 1976

[2] Selon les estimations du Comite national de Suivi de la Situation Alimentaire

L'érosion eolienne dans le Nord et le Centre-Nord, et l'erosion hydrique dans le Centre-Sud et le Sud contribue également à la dégradation accélerée des sols

1 2 3 Sur le plan hydrologique

Les ressources hydriques du pays proviennent essentiellement de trois sources, dont les potentialités se répartissent comme suit[1] 75% Eaux de surface, 10% Eaux souterraines, 15% Eaux de pluies et de ruissellement

a) Les eaux de surface

Elles appartiennent a six sources principales, a savoir

- Le Fleuve Senegal et la Falémé Ensemble, ces deux cours d'eau partiellement contrôles (46% du bassin) par le barrage de Manantali peuvent fournir en moyenne 400 milliards de m3 par an, pouvant permettre d'irriguer 300 000 a 400 000 ha dont seulement 30 000 le sont effectivement a l'heure actuelle

- Le Fleuve Gambie Son potentiel agricole serait assez limité, compte tenu des coûts prohibitifs liés à son aménagement

- Le Fleuve Casamance Long de 300 Km environ, il est soumis à un problème de salinisation de ses eaux, du fait de sa faible pente qui ne permet pas un refoulement de l'eau salee pendant les périodes de basses eaux

- La Rivière de l'Anambe En cours d'exploitation, elle offre un potentiel de 160 000 ha de terres irriguées, dont 1 420 sont déjà programmes et 395 effectivement réalisés

- Le Lac de Guiers Lac naturel rattaché au Fleuve Sénégal, il offre un potentiel de 30-40 millions de m3 par an et constitue une des principales sources d'alimentation en eau de consommation de Dakar (28 000 m3 par jour)

b) Les eaux souterraines

Elles proviennent d'un nombre important d'aquifères exploitables, dont le potentiel d'eau renouvelable est estimé à 176 millions de m3 par an La politique en matière d'utilisation de ces eaux répond a une hierarchisation des besoins établie comme suit 1) Alimentation humaine, 2) Alimentation animale, 3) Utilisation agricole Ces eaux sont actuellement exploitées en partie dans les Niayes pour l'irrigation, et l'approvisionnement en eau des régions de Louga et Dakar

Document MDRH 1986

Toutefois, la pression sur ces eaux est si importante dans la zone des Niayes que quelques problèmes lies a la baisse des nappes et a l'intrusion d'eau saumâtre se posent avec beaucoup d'acuite

En plus, les nappes aquifères de Kébémer/Kelle (22 000 m3 par jour) ainsi que celles de Thiès et du Cap-Vert (115 000 m3 par jour) sont dejà exploitees de façon importante pour l'approvisionnement en eau de Dakar, ce qui reduit les possibilités d'utilisation de ces eaux a des fins agricoles

Quant aux eaux souterraines de profondeur (situees a plus de 60 metres), leur exploitation pose des problemes de coûts et de gestion Elles devraient permettre de couvrir prioritairement les besoins de consommation des menages ruraux, rendant ainsi tres infimes les possibilites d'utilisation pour l'agriculture

c) Les eaux de pluies et de ruissellement

Elles constituent un potentiel peu maîtrisable, en raison des aleas climatiques dont elles sont tributaires Dans la moitié Nord du pays, la situation pluviométrique limite le choix des speculations en cultures pluviales a des variétés de cycle court qui supportent la sécheresse

1 2 4 Sur le plan du financement

a) Le financement des investissements

Le programme d'investissement[1] dans le secteur agricole au début des annees 1990 est dominé par les financements venant de l'extérieur, et en particulier des donateurs bilatéraux Le caractère hypothétique de ces financements, et surtout les conditionnalites auxquelles ils sont souvent assujettis constituent un handicap majeur pour la realisation effective des investissements programmés Ainsi, les bailleurs de fonds devraient fournir dans le cadre des accords bilateraux 52% du total des investissements et financeront par ailleurs la plupart des projets dans tous les sous-secteurs, sauf l'Elevage et la Recherche agricole/Etudes En définitive, leur contribution devrait couvrir près de 82% des besoins d'investissement dans le secteur

b) Le financement de la production

La majeure partie du credit alloue a la production provient de la Caisse Nationale de Credit Agricole du Sénegal (CNCAS) La CNCAS est en réalité le seul opérateur de credit en milieu rural

[1] Les projets des Programmes Triennaux d Investissements Publics n ont jamais fait l objet d evaluation ex-post

En plus de ces fonds propres, elle assure de plus en plus la gestion des lignes de credit des projets, eu egard a sa compétence reconnue en la matière

La CNCAS fait face également à l'importance de plus en plus croissante des impayes, plus d'un milliard sur un total d'engagement de 6 a 7 milliards en 1990/91 dans la seule Vallée du Fleuve Sénegal De ce fait, elle a adopté une stratégie dite de "croissance zero"[1] Les taux d'interêt pratiqués par la CNCAS sont géneralement juges trop eleves Les procedures d'octroi souvent longues sont à l'origine de retards importants dans le démarrage des campagnes

Les ONG et les projets mettent également en oeuvre, dans le cadre de leurs activités, un volet crédit Mais cela represente une infime partie par rapport au volume total de crédit injecte dans la production Leurs interventions s'achèvent avec la fin de leurs activités et des projets

c) Le financement de la commercialisation des produits agricoles

Le financement des campagnes de commercialisation est assure par des "consortia" de banques, dont la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénegal assure souvent le rôle de chef de file, eu égard à sa contribution majoritaire La CNCAS fournit notamment l'integralité des financements requis par la SAED et la SODAGRI et en moyenne près de 50% du financement de la campagne arachidière

La plupart des principaux produits sont concernés à l'exception des céréales locales (mil, sorgho et mais) Toutefois, les filières étant généralement déficitaires, des arriérés considérables ont eté accumules Ils se chiffraient à 45 milliards pour les campagnes de 1985 à 1988, dont la plus grande partie (plus de 90%) provenait des cultures de rente (et 79% de l'arachide) A la mi-Octobre 1990, la CNCAS avait encore des arriérés de créances à recouvrer de près de 14,7 milliards, dont 9,2 milliards pour la campagne 1989/1990 et le reste pour les campagnes d'avant[2]

1 2 5 Sur le plan socio-économique

Le secteur agricole (au sens large du terme) est l'une des principales sources de revenu national, et certainement la principale source d'emploi En effet, il occupe les 2/3 de la population active (dont 11% en milieu urbain)

---

[1] Elle consiste a ne consentir de nouveaux prêts que sur base des remboursements collectes

[2] Eléments tires de l étude FAO/BIT sur 'Crédit et financement des initiatives locales , Juillet 1992

Selon le Recensement de 1988, 26% de cette population est constitue de femmes dont 63% sont des "agricultrices"

Sur le plan associatif, après la désorganisation du mouvement coopératif au début des années 1980 du fait d'une accumulation de dettes estimée a quelques 38 milliards de FCFA, plusieurs formes d'organisations paysannes et/ou de producteurs ont vu le jour en milieu rural elles sont généralement motivées par le besoin impérieux de faire face aux problèmes de crédit, de commercialisation et de distribution d'intrants Les types les plus représentatifs sont

- L'Union Nationale des Coopératives Agricoles du Sénegal (UNCAS), a eté creee dans le cadre des reformes instituées en 1983, pour prendre la tête d'une structure hiérarchisée comportant 4 500 sections villageoises représentant les 13 000 villages du Senegal Pour le crédit, elle entretient des relations particulières avec la CNCAS, dont elle détient 10 000 parts du capital et compte un représentant au sein du Conseil d'Administration Les sections villageoises constituent la clientèle potentielle a laquelle sont octroyes les credits Mais les taux de remboursement restent toujours faibles, obligeant la CNCAS a durcir ces conditions de prêts, et a exclure les coopératives devant des arriérés

- Les "Associations" résultent généralement d'initiatives locales entre les residents de plusieurs groupes de villages Elles béneficient souvent d'aide exterieure fournie par les bailleurs de fonds au travers, quelquefois, des ONG internationales La grande majorite des "Associations" se trouve fédérée au sein de la Fedération Nationale des Organisations Non Gouvernementales (FONGS), legalement reconnue en 1978 La FONGS fournit un certain nombre de services a ses membres, dont notamment le crédit (à travers un systeme expérimental d'épargne-credit), l'appui en conseils et la formation

- Les "GIE" sont egalement une forme qui repose sur les initiatives de deux ou plusieurs personnes ou organisations Quatre types de GIE ont eté identifies en milieu rural ceux composés uniquement d'agriculteurs, ceux représentant une entité familiale, ceux regroupant des techniciens agricoles et des agriculteurs (notamment dans la Vallée du Fleuve), et ceux assimiles à des "GIE néo-ruraux" associant techniciens agricoles et chômeurs urbains revenus a la terre Pres de 25% des GIE emanent des groupements feminins Géneralement les GIE sont d'une envergure plus réduite (les 2/3 ont moins de 50 membres)

Au plan des revenus tirés des activites agricoles (sous-secteur agriculture), ils restent très variables d'une année à l'autre, en raison des aleas liés au climat, au credit, aux déprédateurs et aux prix au producteur A ces aléas s'ajoutent la baisse constante de la production et des superficies disponibles, ces dernières faisant l'objet d'une pression démographique constante

1 3 Les principales zones agro-écologiques et de production

1 3 1 Les régions agricoles et leurs caractéristiques

L'evolution du secteur agricole au Sénégal au travers des différentes politiques et programmes de développement mis en oeuvre permet de distinguer quatre régions agricoles dont les caracteristiques sont les suivantes

a) La Vallee du Fleuve

Dans la recherche de l'autosuffisance alimentaire, la région beneficie d'une attention particulière dans les politiques de développement agricole Une grande partie des investissements du secteur agricole y a eté injectée, afin de pouvoir tirer profit des potentialites hydriques offertes par le fleuve Sénégal et les barrages de Manantali et Diama Divers systèmes d'aménagement et/ou d'irrigation coexistent dans cette région

Il s'agit - des grands périmètres du Delta, Podor et Matam dont les coûts d'amenagement et d'exploitation sont exorbitants mais subventionnes a plus de 50% par l'Etat jusqu'à ces dernieres annees - des périmetres irrigués villageois également subventionnés à pres de 40% - et des champs privés dont les proprietaires supportent le coût effectif en utilisant leurs propres systèmes d'irrigation

Le développement des cultures irriguées dans la région offre de grandes possibilites de diversification et d'intensité culturale Trois saisons de cultures peuvent y être pratiquées par an, à savoir "l'hivernage" (Juillet à Octobre), la "contre-saison froide" (Novembre a Février) et la "contre-saison chaude" (Mars a Juillet)

Cependant, le coefficient d'intensité culturale reste encore assez faible (rarement superieur a 1), en raison de diverses contraintes liees a la main-d'oeuvre, au crédit, à l'aménagement des terres et à la gestion de l'eau qui occasionnent bien souvent de nombreux goulots d'etranglement dans l'exécution des calendriers culturaux Ainsi, il existe souvent un chevauchement de calendriers culturaux entre saisons successives (notamment les periode de semis d'une saison et de recolte de la saison suivante)

b) Le Bassin Arachidier

C'est la region où se trouve concentrée la majorite de la population rurale, ainsi que la plus grande partie des terres cultivees et des cultures de rente, d'où son importance au plan économique pour le pays Cependant, il a également les plus grosses difficultés à accroître la productivité de ses terres, cela en raison de la pauvrete croissante de celles-ci en matières organiques resultant de difficultés croissantes à acquérir des intrants agricoles et de pratiques culturales inappropriées

L'action importante des deprédateurs (insectes, oiseaux et mauvaises herbes) et les écarts pluviométriques importants d'une annee a l'autre constituent egalement des contraintes majeures à l'obtention de bons rendements

Toutefois, des possibilités d'amélioration de cette situation existent et peuvent permettre d'accroître les rendements de 20 a 50% Elles consistent a assurer une bonne gestion des terres (colonisation et aménagement de nouvelles zones de cultures) et des ressources hydrologiques, et à créer les conditions d'une utilisation plus importante de varietés ameliorées et résistantes de semences et d'engrais

c) La Casamance et le Sud-Est

Cette région offre à la fois des disponibilités en terres et des conditions favorables à la diversification des cultures En effet, elle detient la plus grande partie des terres cultivables non encore utilisees et beneficie de conditions climatiques plus favorables De ce fait, elle fait l'objet, comme la region de la Vallée du Fleuve d'une attention particulière dans le cadre des programmes de développement agricole Toutefois, les efforts restent, ici également, concentrés sur l'agriculture irriguée Les contraintes majeures sont liées a l'écoulement des produits agricoles du fait de leur éloignement de Dakar et de leur quasi-séparation du reste du pays par la Gambie

d) Les Niayes

Cette region dispose d'un potentiel de 6 000 ha de terres irrigables mais la contrainte majeure pour leur exploitation reste liée aux ressources hydrologiques En effet, la forte pression sur les ressources des nappes phréatiques réduit les disponibilités en eau ainsi que leur qualité En conséquence, les possibilités d'augmentation des surfaces cultivées restent très faibles

Malheureusement l'espoir suscite par la réalisation du projet du Canal du Cayor (transport de l'eau de la Vallée du Fleuve jusqu'a Dakar), ne peut repondre aux besoins qu'à long terme, et reste donc quelque peu hypothétique

1 3 2 Les zones agro-ecologiques et les cultures pratiquées

Sur le plan agricole (au sens strict du terme), le Sénégal peut être divisé en zones agro-écologiques homogènes Ces zones et les cultures qui y sont pratiquées sont présentées dans l'annexe N 3 Il ressort de ce tableau que la Vallée du Fleuve et les zones situées dans la moitié Sud du pays, à l'exception du Sud Ouest du Bassin Arachidier, offrent de reelles possibilites de diversification des cultures

1.4 Les Stratégies et Politiques mises en oeuvre pour le développement du secteur

1 4 1 Période de 1960 à 1966 période de croissance régulière du secteur, avec des conditions climatiques favorables, le démarrage du "Programme Agricole", les prix préférentiels à l'exportation pratiques par la France (en particulier pour l'arachide) Un vaste système de coopératives a été mis en place pour faciliter la fourniture d'intrants agricoles et de crédits, en vue de la production et la commercialisation de l'arachide En 1963, près de 80% des coopératives étaient déjà en place, sous le contrôle et la gestion des agents de l'Etat Mais à cette epoque là, les taux de remboursement des crédits (68%) inspiraient déjà quelques inquiétudes

1 4 2 Période de 1967 à 1980 période d'instabilité et de déficit croissant du secteur, avec la suppression par la France des prix préférentiels pour les exportations d'arachide (en 1977) et la fin du "Programme Agricole" Elle a connu également l'expansion puis la dissolution de l'ONCAD (dette estimée à près de 100 milliards en 1980 et 142 milliards en 1983), la création de 83 Centres de developpement régionaux ainsi que d'autres organismes de développement détenus et gérés par l'Etat, la "sénégalisation" de l'économie, plusieurs années de mauvaises conditions climatiques, l'annulation des dettes agricoles à trois reprises, le développement puis le dépérissement des coopératives d'Etat

1 4 3 Période de 1981 à 1983 période de transition et de début de gestion de crise, marquée par la création de la SONAR pour remplacer l'ex-ONCAD dans l'approvisionnement du secteur arachidier en semences et engrais, la suspension des crédits agricoles, l'accroissement des déficits résultant des crédits antérieurs et nouveaux octroyés par ces deux institutions et finalement la dissolution de la SONAR (déficit estime a près de 28 milliards entre 1981 et 1984)

1 4 4 Période de 1984 à 1993 période de stabilisation relative et d'ajustement structurel, avec l'avènement - en 1984 de la "Nouvelle Politique Agricole (NPA)" visant l'accroissement de la production et des revenus des producteurs, la sécurisation des conditions de production, la responsabilisation des producteurs et la rationalisation de l'intervention de l'Etat - puis en 1986 dé la "Politique Cerealière (PC)" destinée à assurer un taux de couverture de 80% des besoins céréaliers d'une population évaluée alors à dix millions d'habitants a l'horizon 2000, et ce par le développement des cultures céréalières (riz et mais) à travers la mise en valeur des Vallées des Fleuves Sénégal et Casamance, la sécurisation de la production et la limitation des importations de riz à un maximum de 340 000 tonnes par an Les conditions climatiques se sont nettement ameliorees

Le désengagement de l'Etat s'est d'avantage précise, d'abord avec la reduction progressive puis la "privatisation" de certains services apportés au monde rural (distribution d'intrants), la suppression des subventions en 1988, ainsi que celles du contrôle des prix et de la commercialisation des cereales (sauf le riz) Cette période a été également celle de l'élaboration d'une nouvelle politique de développement dite "Déclaration de la Politique de Développement Agricole (DPDA)", et des negociations avec les principaux bailleurs de fonds en vue d'un prêt d'ajustement structurel pour le secteur agricole denommé "Programme d'Ajustement Structurel Agricole - PASA"

1 4 5 A partir de 1994 periode d'après devaluation du franc CFA, caracterisée par l'approfondissement de la politique de libéralisation L'événement important de cette période est certainement la finalisation du dossier "PASA" et l'aboutissement des négociations y relatives entre le Gouvernement et les principaux bailleurs de fonds (et particulièrement la Banque Mondiale) Elle est marquee par la mise en oeuvre effective des dispositions de ce programme en ce qui concerne notamment la libéralisation des prix, la commercialisation interieure et extérieure des produits et des intrants et le desengagement total au profit du secteur privé de toutes les activites marchandes

1 5 Analyse des effets de la libéralisation du secteur agricole

Le monde rural Sénégalais, habitue qu'il etait à tout recevoir de l'Etat, a sans doute éprouvé du mal à se prendre en charge après la libéralisation du secteur agricole

Cependant, en faisant le pari de "rechercher chez l'homme et de trouver en lui les ressorts et l'énergie" sur lesquels doit être édifié le système, la Nouvelle Politique Agricole (NPA) a révélé que son principal attrait residait dans la liberte de choix, dorénavant laissee aux producteurs Mais ces derniers éprouvent encore quelques difficultés aujourd'hui à s'affranchir de l'assistance et des conseils dont ils beneficiaient auparavant Si la mise en oeuvre brutale du desengagement ne cesse de poser problème, notamment par les charges nouvelles qu'il occasionne sans contre-partie (transfert de moyens), le "sevrage" qu'il a engendré a eté somme toute bénéfique dans la mesure où il a su créer chez les paysans une nouvelle mentalité "d'auto-gestion" dans la prise en charge de leurs systèmes de production

Une évaluation succincte des effets ressentis et/ou observés pourrait se résumer comme suit

1 5 1 Concernant l'organisation du monde rural et les ressources humaines

L'effet le plus visible du désengagement sur le plan de l'organisation du monde paysan, est l'apparition spontanée de moult "mouvements associatifs" en milieu rural sous les différentes formes decrites antérieurement Le désengagement aurait également entraîné quelques reconversions des agriculteurs vers d'autres sous-secteurs d'activités moins touchés par les effets néfastes de la libéralisation Mais l'ampleur de ce phénomène n'a pu être mesurée Du reste, il n'a pas un caractère définitif et serait plutôt un palliatif par rapport à une situation passagère défavorable Les "mouvements associatifs ont pu faire face aux exigences aigues de l'heure en s'investissant dans diverses activités économiques (credit-épargne, commerce, banques de céréales) Cela a induit en milieu rural la création de nouveaux emplois, et réduit en conséquence l'exode En outre, il a été observe un mouvement important de chômeurs, déflatés et "départs volontaires" des villes vers les activites agricoles ou para-agricoles Enfin, des ressources importantes, provenant notamment d'aide exterieure, ont été drainées et gérees directement par les "associations paysannes" Cet appui important fourni dans le cadre d'ONG et autres structures d'encadrement, a certainement permis d'accroître la capacité de gestion et de négociation des structures paysannes

1 5 2 Les systèmes de production

La libéralisation s'est traduite par une contraction de la demande d'intrants agricoles (semences améliorées, engrais, pesticides), et particulièrement dans les zones où les ex-Sociétés Regionales de Developpement Rural (SRDR) n'ont plus assuré les fournitures à crédit De ce fait, pour le materiel agricole, le parc n'a cesse de se réduire et de se dégrader depuis la fin du Programme Agricole en 1980, avec pour conséquence l'abandon sans cesse croissant de la mécanisation des travaux agricoles (d'où perte importante en qualite et durée d'exécution) Dans ces conditions, la productivité des terres et du travail se trouve grandement compromise Cette situation, aggravée par les aléas climatiques et la dégradation poussée des sols, est à la base des rendements fluctuants observés d'une année à l'autre

En outre, les systèmes de production ont été marques ces dernières années par une diversification de plus en plus poussée des cultures, avec notamment l'introduction et/ou le développement de nouvelles spéculations (pastèques dans les régions de Fatick et Kaolack, et sésame dans celle de Kolda et dans le Département de Nioro)

L'intérêt de cette nouvelle pratique réside dans les coûts moindres de production et les facilités de commercialisation offerts par ces cultures

1 5 3 Les revenus agricoles

Les revenus, et en conséquence la capacité d'épargne des producteurs, ont évolué régulièrement à la baisse d'une annee à l'autre Les raisons essentielles tiennent à la baisse de la production (en raison de la perte de productivité des terres et du travail), mais également aux baisses intempestives opérées sur les prix au producteur et a la hausse constante des prix des intrants agricoles

La liberalisation de la commercialisation des produits locaux constituerait un fait aggravant pour les revenus agricoles, car les commerçants en tireraient plus profit que les producteurs eux mêmes Du reste, la diversification des cultures observées ces dernières années constituerait, par la multiplicité des sources de revenus agricoles, un palliatif à cette situation Il est également établi que cette diversification aura grandement contribue à améliorer la securité alimentaire des populations rurales, en ne faisant plus de la vente des céréales une obligation pour accroître les revenus provenant des cultures de rente

1 5 4 Le financement des activités agricoles

Le monde rural n'a pas été suffisamment préparé a assurer avec succès la gestion des problèmes de la libéralisation en matière de credit, notamment pour l'acquisition des intrants agricoles et la commercialisation des produits agricoles Or la baisse constante de la productivité et des prix agricoles avait rendu la plupart des filières deficitaires De plus les conditions pratiquées par les banques en matière d'octroi de crédits étaient devenues quasi prohibitives, du fait des taux d'intérêt élevés (17,5%) et des delais de remboursement a très court terme (campagne agricole) Les autres problemes seraient lies aux difficultes et delais de constitution de la garantie et des dossiers Devant tant de difficultes, la diversification des cultures et des activites agricoles aurait favorisé une forme de "péréquation" entre les filières Autrement dit, l'équilibre financier au sein de l'exploitation était alors assuré par une compensation des filières déficitaires par celles excédentaires

2 LE SOUS-SECTEUR CEREALIER AVANT LA DEVALUATION

2 1 Evolution des productions locales de céréales

2 1 1 Les principales zones de production

Elles se presentent comme suit

- l'ensemble du bassin arachidier pour le mil et l'Est de Kaolack pour le mais et le sorgho en pluvial,

- la Vallee du fleuve pour le mais et le riz en irrigué, le mil en pluvial et le sorgho en décrue,

- la region de Ziguinchor pour le riz de nappe,

- la region de Kolda pour le sorgho et le mais en pluvial, et le riz de nappe,

- la région de Tambacounda pour le sanio en pluvial et le riz en irrigue

2 1 2 Les tendances revélées par les statistiques de production[1]

Au regard des superficies, les céréales occupent en moyenne 50% du total cultive[2] Le mil occupe les 3/4 des superficies céréalières et represente 60% de la production Le paddy vient au second rang avec 6,1% des superficies et 17,5% de la production Avec 8,4% des superficies et 11,7% de la production, le mais tend a supplanter le sorgho (9,8% des superficies et 9,1% de la production) Le fonio reste encore quelque peu marginal La culture de ble a été abandonnee apres quelques essais infructueux en culture de contre-saison froide dans la Vallée du Fleuve Sénegal L'annexe N° 4 présente les resultats des dix dernières campagnes agricoles pour l'arachide et les céréales

La production céréalière a connu depuis 1960 une croissance dont le taux annuel peut être estimé à 2,4% Cependant ce taux global, considére pour l'ensemble des céréales, masque quelques disparites

a) dans le temps De 1960 à 1989, ce taux est resté assez faible (+ 1,25% par an), mais la croissance moyenne a eté très forte dans la période de 1985 à 1989, avant de connaître une stagnation puis un recul depuis le début des années 1990

b) selon les types de céréales L'analyse sur le long terme révèle que le mais a connu le taux de croissance le plus important (+ 6,5% par an), malgré un léger recul depuis le début des années 1990 Le mil/sorgho vient en seconde position avec un taux de 2% par an, mais a connu egalement un certain recul au début des années 1990 Le riz est en dernière position avec un taux de 1,83% par an, mais en augmentation rapide ces dernières années du fait du développement de la production dans la Vallee du Fleuve Senégal et dans l'Anambé au Sud Est du pays

---

1 Les donnees de base utilisées ont été fournies par la Division des statistiques agricoles (DISA) de la Direction de l'Agriculture

Ce taux etait de 57% en 1993/94 suite au recul de l arachide

2 2 Commercialisation et stockage des céréales

2 2 1 Les institutions impliquees

a) Le Commissariat a la Securité Alimentaire (CSA)

Cree par arrête ministériel du 6 Mai 1986, le CSA a pour mission

- de mettre en oeuvre la politique nationale de stockage et de gérer le stock national de securite alimentaire,

- de rechercher, gérer et distribuer les aides alimentaires provenant des pays donateurs etrangers, des organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, des organismes publics ou prives, nationaux ou etrangers ainsi que des particuliers,

- d'etablir et d'assurer le suivi du plan alimentaire national en liaison avec les departements ministeriels et les services concernes

Mais il ressort de la pratique quotidienne que les fonctions réellement assumees par le CSA sont

- d'une part d'assurer, lorsque les hausses de prix observées sont justifiées par l'insuffisance des offres, la "régulation" des marchés par des approvisionnements ponctuels en céréales provenant des stocks constitues à partir des achats effectues dans les zones excédentaires[1] (voir en annexe N° 9),

- et d'autre part de faire le suivi des zones dites à risques (populations vulnérables soumises a une insecurité alimentaire quasi-permanente) en vue d'y convoyer les aides alimentaires en cas de besoin - et enfin de promouvoir la consommation des céreales locales en apportant l'appui technique nécessaire a certaines unités de transformation prealablement ciblées

b) Le Fonds Commun de Contre-partie de l'Aide Alimentaire (FCCAA)

Cree par décret du 2 Mai 1985 (modifié par le decret du 24 Mai 1991), le FCCAA est alimenté principalement par le produit des ventes d'une partie des aides alimentaires fournies au Senégal, en vue de financer des projets de developpement s'intégrant dans la strategie ceréalière du pays De ce fait, les donateurs déterminent en toute souveraineté la part de leur aide qui pourrait être affectée au FCCAA

[1] Le CSA a mis en place a cet effet un systeme national de suivi des marchés qui publie et diffuse des rapports hebdomadaires

Le FCCAA est géré de façon paritaire par des Représentants du gouvernement et par ceux des donateurs Le fonctionnement de ses comptes est assuré par une co-signature et du Conseiller du Premier Ministre et du Conseiller du Programme Alimentaire Mondial (PAM) à Dakar Le FCCAA a contribué au début des années 1990 au financement des actions menées pour la promotion des céréales locales, et ce en partenariat avec les Moulins SENTENAC

c) La Caisse de Péréquation et de Stabilisation des Prix (CPSP)

Cet Etablissement public à caractère industriel et commercial a éte crée par la loi N 73 39 du 31 Juillet 1973, avec pour fonction principale d'assurer, par le moyen de la péréquation ou par tout autre moyen approprié, la regularisation et la stabilisation des prix des produits dits "stratégiques" dont la liste est définie par decret Le decret N 87 343 du 23 Mars 1987 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la CPSP précise notamment que

- Pour le mil, la défense du prix producteur est assurée par le CSA qui doit à cet effet, grâce aux moyens mis a sa disposition par le FCCAA, intervenir sur le marche chaque fois que les prix pratiqués se situent en dessous du prix plancher fixé

- Le monopole des importations par la CPSP, en ce qui concerne le riz entier et intermédiaire est supprimé au profit du secteur privé

Mais la fonction essentielle assuree par la CPSP dans le domaine etudie se résume à - d'une part la régulation des marches en vue de la stabilisation des prix aux producteurs et aux consommateurs de riz - et d'autre part l'importation, le stockage et la distribution du riz aux grossistes sur le territoire national en rapport avec les opérateurs économiques

d) Le Comité d'Agrément et de Suivi des Opérations portant sur le riz

Ce Comité a été crée par le décret 84-1485 du 18 Décembre 1984, modifié ensuite par le decret 91-761 du 5 Août 1991 Il peut, en cas de defaillance constatee du secteur prive, faire assurer les importations de riz nécessaires a l'approvisionnement normal du marché Son objectif primordial est d'assurer l'obtention de la meilleure péréquation possible et l'approvisionnement du marché dans les conditions de transparence et de célerite optimales A cet effet, il est en charge de

- l'élaboration des cahiers de charges établis en vue de la consultation internationale destinée a sélectionner les sociétés pour la fourniture du riz,

- le depouillement des dossiers présentés par les sociétés ayant pris part à la consultation internationale,

- la préparation des contrats passés entre l'Etat et les sociétés agréées,

- le suivi du planning d'approvisionnement et de la situation des stocks de la CPSP,

- l'examen des offres reçues dans les cas de consultation restreinte,

- le contrôle de la conformité des importations par rapport aux déclarations (prix, quantité, qualité) ou aux contrats, dans le cadre de la gestion de la péréquation,

- la determination périodique des niveaux de prélevement portant sur le riz entier et intermediaire

Toutefois, la fonction essentielle du Comité en ce qui concerne le contrôle et la mise en oeuvre des importations souffre de duplication En effet, la Societé Générale de Surveillance (SGS) assure partie de cette fonction, notamment celle relative au contrôle de la conformité des importations par rapport aux declarations (Article 2-7 du décret de 1991 précité) et la CPSP absorbe quasiment le reste

e) Les Institutions privées

Elles sont régies par le degré 91-1221 du 14 Novembre 1991 instituant un programme de verification des importations[1] L'arrête interministeriel du 22 Novembre 1991 fixe les modalites d'application de ce decret, et prévoit les procedures et formalites à observer par les importateurs et vendeurs ou producteurs etrangers Ce dispositif est complete par une Convention liant l'Etat à la Société Genérale de Surveillance Mais le fonctionnement de la SGS et le rôle qu'il joue dans le dispositif seraient jugés négatifs Sa mission essentielle serait limitée au contrôle des surfacturations éventuelles, alors qu'un des principaux problèmes de la fraude fiscalo-douanière serait celui de la sous-facturation

Les marchandises etant géneralement sous-estimées, les bases de la taxation le sont également empêchant les rentrées fiscalo-douanières escomptees, et ce sans compter les marchandises importées non déclarees Par ailleurs le coût des prestations de cette Societe ne peut être apprécie correctement

[1] Sous la pression de la Banque Mondiale et a l'instar des autres pays de la region ce programme permet de faire vérifier les marchandises au depart du port d embarquement dans le pays exportateur

La Convention Etat-SGS prevoirait une rémunération directe par l'Etat qui ne serait pas basée sur un pourcentage de la valeur des marchandises contrôlees, contrairement à l'usage

2 2 2 La commercialisation des céréales

a) Les systèmes de commercialisation par produit

Les céréales locales (mil/sorgho et mais)

Il importe de signaler que les excédents céréaliers commercialisables sont assez faibles, en raison de l'importance de l'autoconsommation au sein des exploitations (voir annexe N 10) Mais ils n'en constituent pas moins l'un des principaux problèmes auxquels il faudrait prêter attention dans tout programme destiné à encourager la commercialisation et la transformation des céreales locales pour la consommation Selon une étude réalisée en 1987 par Goetz, près du 1/3 des ménages serait des acheteurs occasionnels de cereales, pres du 1/3 des acheteurs moyens et près du 1/3 des acheteurs assidus (7% de la production totale) L'étude ISRA/IFPRI effectuee en 1991 confirme pratiquement les mêmes tendances

Si une partie non négligeable des ventes s'effectue sous forme de petites transactions entre les ménages ruraux, il existe cependant des circuits commerciaux informels, qui ont pris de l'importance depuis la libéralisation du commerce des céréales locales intervenue en 1988 Concernant ces circuits, les produits sont mis sur les marchés par les producteurs de façon fragmentée, en petites quantités étalées dans le temps, avec une pointe pendant la periode d'après-récolte en fonction des besoins de revenus monétaires ou du surplus constaté par rapport aux besoins familiaux d'autoconsommation et de stockage Le cheminement suivi depuis les marches ruraux jusqu'aux consommateurs peut se schématiser ainsi

Marchés ruraux
(producteurs)
↓
Marchés de regroupement
(grossistes)
↓
Marchés de ventes
(Commerçants demi-grossistes)
↓
Marchés de distribution
(Commerçants détaillants)

La collecte des produits est généralement effectuée par des marchands, émissaires de grossistes ou demi-grossistes, qui approvisionnent les villages en d'autres produits de consommation courante La commercialisation existe tant dans les zones rurales réputees excédentaires que dans celles deficitaires, où à certaines epoques la production est également drainée vers les zones de collecte Cela tient au fait que le systeme de drainage de la production peut rapidement se transformer en système d'approvisionnement du monde rural en produits vivriers Trois principaux flux de céréales peuvent être distingues

- Les flux locaux de céréales Ils recouvrent à l'intérieur d'un espace géographique relativement réduit des opérations d'achats/ventes de céreales entre unités de production ou villages les uns manquant de mil, les autres en vendant Cela ne signifie pas nécessairement que ces derniers sont en situation d'excedents cerealiers

- Les flux intra-régionaux Ils sont orientés principalement des campagnes vers les villes plus ou moins proches au sein de la même region Ces flux existent tant dans les zones de production réputees excédentaires que dans celles qui sont deficitaires

- Les flux inter-régionaux Ils proviennent généralement des zones de production réputées excédentaires vers les zones déficitaires Ils partent généralement du Sénegal-Oriental, ou du Sud, notamment de l'ex-Sine-Saloum vers Dakar et les autres centres urbains de l'intérieur comme Louga, ou même Thiès et Diourbel, mais aussi vers le Nord et le Centre du Bassin Arachidier

Au Sénegal comme ailleurs dans d'autres pays d'Afrique, "l'exploitation des producteurs par les commerçants a été utilise comme argument pour justifier le monopole légal accorde aux organismes publics et parapublics Ainsi, le gouvernement a toujours fixé les prix des céréales locales jusqu'en 1988 Ces prix reflétaient d'avantage ce que le Gouvernement voulait qu'ils fussent (dans sa politique de recherche d'un équilibre entre l'arachide et les céréales locales) que les prix réels auxquels les transactions se faisaient (Newman et al ,1987)

Plusieurs enquêtes ponctuelles réalisées par le BAME/ISRA révèlent que les prix réels du marché étaient parfois plus élevés que les prix officiels annoncés Ceci indique que l'interaction entre l offre et la demande a plus d'influence sur les prix que les efforts faits par les commerçants pour exploiter les producteurs

Par ailleurs, dans ses actions de régulation des marchés, il etait observé empiriquement que les prix du mil au producteur etaient plus bas dans les localités où le CSA n'intervenait pas que dans celles où il le faisait Ceci indique que la présence du CSA sur le marché amène les commerçants à offrir aux producteurs un prix competitif (selon l'étude de NDoye et Ouédraogo, 1987)

Il est souvent avancé que les marges entre prix au consommateur et prix au producteur etaient excessives A cet égard, il ressort de l'etude Ndoye et Ouedraogo de 1987 que

- lorsque le grossiste achete et vend au niveau du même marché, sa marge nette est de 2,94% du prix de revente s'il n'y a pas eu stockage En cas de stockage sa marge nette est de 3,84%

- lorsque le grossiste transfère le mil par exemple du Sud du Bassin Arachidier aux Centres urbains et semi-urbains en moins d'un mois, sa marge nette varie de 1,02 à Kaffrine à 3,84 a Ziguinchor

Le blé

Le blé est un produit essentiellement d'importation, qui reste dominé par les Grands Moulins de Dakar (GMD) avec 3/4 du marche et les Moulins Sentenac egalement a Dakar avec 1/4 du marché

Ces deux unités béneficient d'un monopole de droit sur les importations de blé et farine, devenu par la force des choses un monopole de fait, avec les mesures de libéralisation du marché très peu favorables aux autres importateurs de farine Elles ont des avantages et un soutien de la CPSP, dans le cadre d'accords conclus avec le Gouvernement, en contre-partie de la stabilisation du prix de la farine Celui-ci est obtenu à partir d'un barème prenant en compte l'ensemble des charges supportées par le blé importé et en appliquant une perequation destinee à maintenir le prix à 140 FCFA le kilogramme

Le prix du pain, produit par quelque 350 boulangeries, reste contrôlé jusqu'au terme des accords précités fixé à Novembre 1995

Le riz

Produit de haute portée stratégique pour le pays, l'Etat assurait son contrôle tant au niveau de l'importation que de la production et de la commercialisation

A travers ses anciennes Sociétés d'encadrement (SAED, SODAGRI), l'Etat collectait le paddy, finançait l'usinage par les rizeries et cédait le riz usine aux commerçants grossistes agreés par la CPSP La CPSP assurait la péréquation des prix entre le riz local et le riz importé sur toute l'étendue du territoire

Dans le système traditionnellement mis en place pour la commercialisation du riz, la CPSP jouait un rôle fondamental

- d'importateur de brisure de riz, qualité prisée par les consommateurs, avec un monopole sur les importations,

- de grossiste, en approvisionnant les commerçants de riz a partir des achats effectués tant au niveau local que sur le marche international

Le marché du riz couvre plusieurs variétés La plus importante est la brisure generalement importée des pays asiatiques, qui représente plus de 90% de la consommation Les autres sont le riz long et le riz intermediaire dont une bonne partie provient des productions locales et des dons Il importe de signaler que le riz produit en Casamance fait l'objet d'une autoconsommation élevée Quant à celui de la Vallée du fleuve, à autoconsommation moins élevée, il était cédé aux usines de la SAED/URIC, mais tendrait de plus en plus avec la vague de libéralisation à suivre le circuit des décortiqueurs prives, avant de se retrouver sur le marché La SAED n'a commercialisé que 50 000 tonnes de paddy en 1993/94 sur une production totale estimée a 250 000 tonnes

b) Les politiques de prix mises en oeuvre

Depuis l'indépendance, trois périodes assez contrastées peuvent être distinguees en ce qui concerne les politiques de prix

- De 1960 a 1973 cette période a été marquée par la mise en place d'abord d'un prix minimum, exclusivement pour le mil et le paddy (en plus de l'arachide) Pour les autres céréales les prix s'etablissaient selon la loi de l'offre et de la demande Ce système de prix était alors conçu pour renforcer les actions de propagande et de vulgarisation, mais également en vue d'adapter les productions aux realités géographiques Les prix étaient réajustés d'une campagne a l'autre en fonction des conditions du marché, tout en evitant des modifications brutales Il faut noter que cette période a connu une forte subvention des prix à la consommation des principales denrées de base, dont le riz

- De 1974 à 1980 la grande originalité de cette période a été le relèvement substantiel des prix des céréales, avec un début de commercialisation systématique Le prix du mil était passé de 21 F/kg à 40 F/kg et celui du sorgho de 18 à 50 F/kg Pendant cette periode d'aleas climatiques importants (sécheresse), d'importantes subventions ont éte consenties tant pour soutenir la production que la consommation

- De 1981 a 1993 cette periode est caractérisée par un changement radical d'orientation et de methodes d'approche, avec l'avènement d'une politique de prix adaptée aux besoins de croissance du secteur agricole Les prix ont ete réajustés de façon notable à la hausse en 1984, mais avec l'obligation pour les producteurs de prendre en charge leur approvisionnement en intrants agricoles Pour les consommateurs, cette période correspond à celle de la suppression des subventions sur les prix, du fait de la libéralisation progressive de la commercialisation des denrees alimentaires de base

c) Evolution des importations par produit (voir annexe N° 5)

Pour le riz, les importations ont quasiment triplé entre 1968 et 1984, soit une progression en volume de 6,8% en moyenne par an, et cela malgré l'évolution a la hausse des prix à l'importation (5,6% par an en moyenne) Le processus de diffusion de la consommation de riz, le soutien apporté par la CPSP au prix au consommateur, les sécheresse successives, expliquent certainement cette situation Après le boom de 1979, ou les importations de riz avaient enregistre une croissance en volume de l'ordre de 47% par rapport a l'annee 1978, un processus de baisse des importations a éte enclenché à partir de la même année

Ainsi, une baisse de volume de l'ordre de 5% en moyenne annuelle a éte enregistrée sur la période de 1979 à 1985 La croissance des prix à l'importation (11,6% en moyenne annuelle sur la période) conjuguée a la volonté de l'Etat de prélever des péréquations sur le riz importé (11,5 milliards entre 1980 et 1984) dans le cadre de la stabilisation financière, expliquent ce "trend" Ce processus de baisse tendancielle des importations s'est poursuivi à partir de 1985 (8% en moyenne par an), et ce malgre l'evolution des prix a l'importation, lesquels accusent une baisse de 3% en moyenne par an

Il importe de signaler que les hausses successives des prix a la consommation ont développe un vaste courant d'importations frauduleuses à partir de la Mauritanie et de la Gambie, le différentiel entre les prix à la consommation et les cours mondiaux étant assez incitatif La baisse des prix à la consommation intervenue en Mai 1988 a eu pour effet immédiat de relancer les importations en volumes

Le rythme moyen des ventes se situerait pendant ces dernieres années autour de 35 000 tonnes par mois selon la CPSP Enfin, le volume de l'aide alimentaire en riz etait assez important pendant les annees 1986 et 1987, atteignant un total de 110 000 tonnes

Pour le blé, les importations ont progressivement baissé en volume sur la période 1979-1985 (environ 4% en moyenne par an) Le soutien apporte par l'Etat, notamment a travers les subventions de la CPSP, n'a pas permis d'endiguer cette tendance à la baisse, alors que le prix de vente de la farine de blé connaissait une augmentation de 15% en moyenne par an entre 1981 et 1985 Les peréquations sur le blé sont en effet negatives de 1983 a 1985, eu egard à la hausse des prix à l'importation Depuis 1985, les volumes importes n'ont augmente que de 5% en moyenne par an, malgré l'évolution des prix a l'importation enclins a baisser de plus de 23% en moyenne annuelle La recherche par l'Etat de péréquations positives sur les filieres ble et farine explique cette évolution

d) Evolution des exportations par produit

Les exportations officielles de céréales sont très rares Les cas observés concernent des exportations de Mais local vers le Cap-Vert dans le cadre d'operations triangulaires[1], et pour des volumes peu significatifs (1 135 T en 1986 et 1 408 T en 1988 selon les données de la DISA/DA/MA)

Par contre, lorsque les conditions de prix y sont jugées favorables, il se réalise de façon frauduleuse des exportations de riz vers la Mauritanie généralement à partir des productions de la Vallée du Fleuve, et vers le Mali et la Guinée à partir des productions de la Basse-Casamance et de l'Anambé Des cas de ré-exportations frauduleuses vers la Guinée Bissau et la Gambie a partir des importations officielles ont été également observés a certaines périodes Ces transactions sont souvent assez marginales en terme de volumes

2 2 3 Le stockage des céreales

a) Le stockage villageois

Il concerne exclusivement les céréales locales, et plus particulièrement celles dites traditionnelles (mil/sorgho essentiellement et accessoirement mais) Les formes de stockage les plus courants sont

- les petits greniers familiaux, où sont conservées les recoltes brutes et qui font l'objet de destockages par petites quantités pour les besoins de consommation et/ou de ventes occasionnelles

- les banques de céréales qui sont constituées par les achats de ceréales effectués sur les marchés ruraux, généralement dans les zones excédentaires Gérées par les associations paysannes, elles permettent d'assurer l'approvisionnement régulier des ménages ruraux des zones déficitaires a des conditions favorables et ceux des zones excedentaires pendant les périodes de soudure En 1991, elles avaient atteint une capacite totale de 24 510 tonnes

b) Les stockages publics

Les stockages publics sont assurés par le CSA et concernent essentiellement les céréales locales Le CSA dispose à cet effet d'une capacité totale de stockage de 84 000 T reparties à travers le pays, dont 30 000 sont constituées par les 18 anciens magasins de l'ONCAD, 30 000 T en 23 magasins financés par l'USAID et 24 000 T en 27 magasins par la RFA

[1] Opérations d achats effectués auprès d'un pays excedentaire pour le compte d un pays deficitaire sur financement d'un donateur

Ce stockage sert egalement pour les besoins commerciaux, notamment dans le cadre des actions menées en vue de la régulation des marches et de la transformation des céréales locales Une infime partie (environ 5 000 tonnes) est utilisée comme stock de sécurité

c) Les stockages privés et commerciaux

Ils concernent les céréales importées, et sont détenus par la CPSP et les commerçants pour le riz, et par les industriels cités plus haut pour le blé et la farine de froment, utilisés comme matière première

d) Le conditionnement

En stockage villageois, le conditionnement se fait en vrac ou par grappes Pour les stockages publics et privés, les céréales sont generalement conditionnees dans des sacs de 50 ou 100 Kg

e) Les conditions de stockage et de dèstockage

Les conditions de stockage sont souvent précaires pour le stockage villageois, et assez bonnes pour les stockages publics et privés Pour ces derniers les avaries dues aux conditions de stockage atteignent en moyenne 15 à 20% Les déstockages sont effectues périodiquement pour répondre aux besoins du marché pour les commerçants grossistes du riz, et à ceux en matière première pour les industries de transformation du blé et du mais Les déstockages concernant le stock de sécurité s'effectuent soit pour des raisons de crise, soit pour le renouvellement annuel au 1/3 du stock

f) Coût estimatif du stockage

L'incidence du stockage sur les coûts des céreales est assez significative, et estimée à environ 25 FCFA/kg trimestriellement C'est également le tarif de location des magasins de stockage

2 3 Transformation des céréales

2 3 1 Les céréales importees

a) Les formes habituelles de consommation

Le ble est consomme presqu'exclusivement sous forme de pain fabrique a partir de la farine La consommation du couscous de ble est encore peu développee Le riz est consomme sous plusieurs formes, a savoir le riz entier parfumé, le riz entier, le riz intermediaire et le riz brisé a 90-95% Cette dernière forme est largement dominante dans les habitudes alimentaires des populations (environ 85% du total des consommations de riz)

b) Les technologies et unités de transformations existantes

Deux grandes unités agro-industrielles ont le quasi-monopole de la transformation du blé en farine Il s'agit des Grands Moulins de Dakar et des Moulins SENTENAC également a Dakar Près de 350 boulangeries assurent la fabrication du pain

Dans la Vallée du Fleuve, la transformation du riz paddy en riz decortique, prêt a la consommation, etait confiee à la SAED Elle utilisait a cet effet les services de deux rizeries l'URIC et Delta 2000[1] Mais depuis la vague de liberalisations, plusieurs petites unites de transformation (rizeries) se sont installées dans les zones de production En Casamance, la transformation du riz utilise pour une grande part des technologies artisanales

2 3 2 Les céréales locales

a) Les formes habituelles de consommation

Les cereales locales sont traditionnellement consommées sous forme de couscous et de bouillies préparés à partir de semoule, grumeaux et farine Cependant, une partie non negligeable du mais produit localement est consommée en vert (grillé ou bouilli), alors que la plus grande partie est utilisée pour la fabrication des aliments de volailles De nouvelles formes de consommation sont apparues ces dernières années avec notamment les plats à base de brisures de mil (Sankhal) et de mais (similaire au riz brisé)

b) Les technologies et unités de transformation existantes

La transformation des ceréales locales qui se faisait en genéral manuellement, tend de plus en plus à être mecanisée Les programmes et les actions entrepris dans le cadre des associations féminines en vue de l'allégement des travaux féminins en milieu rural par la distribution de petits moulins à travers la pays, y ont beaucoup contribue

Par contre les efforts de transformation industrielle inities par les Moulins SENTENAC de 1989 à 1992 à travers les produits "Jabott", avec l'assistance du CSA et du FCCAA, se sont soldés par des échecs imputables essentiellement au manque de compétitivité des produits finis par rapport au riz, notamment du point de vue de sa qualite, de sa facilité de cuisson, de sa disponibilité, du niveau et de la stabilite des prix au consommateur

[1] Delta 2000 est une rizerie privée installée a Podor qui travaille sous contrat avec la SAED, alors que l URIC a en charge les 2 rizeries d Etat de Ross-Bethio et Richard-Toll

La tendance de ces dernieres annees est à la promotion de la transformation semi-industrielle a travers les petites et moyennes unités La transformation artisanale commence egalement a prendre de l'essor, en particulier en milieu rural

c) Besoins en technologies nouvelles et état des recherches

Les produits semi-finis et finis dérivés des cereales locales sont confrontes essentiellement a des problèmes de qualité et de coût pour s'assurer d'une compétitivité favorable par rapport au riz Les technologies nouvelles devraient pouvoir être orientees vers la recherche d'une meilleure qualité à un coût moindre L'Institut de Technologie Alimentaire (ITA), principale institution nationale de recherche sur les technologies de transformation a mis au point des procedes qui permettent de fabriquer la majeure partie des produits finis a base de céréales locales consommés au Sénégal

Cependant, les résultats de l'ITA restent encore très peu vulgarisés De plus, les études economiques d'accompagnement pouvant permettre d'apprécier la rentabilité des unités de transformation font grandement défaut De ce fait, les résultats disponibles sont encore insuffisamment exploites

d) Contraintes à la diffusion et a l'adoption des technologies

Les problèmes de diffusion et d'adoption des technologies de transformation, sont liés en amont à l'insuffisance de communication entre les principaux partenaires (ITA, promoteurs privés, organismes de financement et d'encadrement) sur les résultats de recherche existants

En effet, les promoteurs privés (utilisateurs) ne sont pas pleinement associés à l'élaboration des programmes de recherches de cette institution, et en conséquence leurs besoins réels n'y sont pratiquement pas pris en compte Cette situation connaît ces dernières années quelques améliorations, avec la nouvelle strategie de communication adoptee par l'ITA[1] et permettant d'informer régulièrement les utilisateurs potentiels sur l'existant, et de susciter de leur part des besoins auxquels l'Institution peut apporter des réponses

En aval, les contraintes majeures pour l'adoption des technologies sont liées aux craintes des promoteurs d'investir dans une entreprise dont la rentabilité n'est pas prouvée (faute d'études et d'analyses appropriées), aux difficultés d'accès au crédit resultant d'une méconnaissance des possibilités existantes et aux conditions inaccessibles pratiquées par les sources de financement

[1] Elle consiste a identifier les utilisateurs potentiels et à les approcher pour apprecier leurs besoins et leur proposer des solutions y repondant

2.4 Consommation des céréales

2 4 1 Etat des consommations

Le deficit alimentaire s'accroît de plus en plus, du fait de la forte croissance démographique, de l'urbanisation accélerée et de la divergence du système de production et du système de commercialisation Il a connu une remission apparente entre 1985 et 1988 Les importations de céreales, avec le tiers de la valeur des importations alimentaires dont 25% par le riz - atteignent le même ordre de grandeur que la valeur des exportations agricoles (pêche exclue) Mais cette preéminence des céréales ne doit pas faire oublier les postes importants que constituent les produits laitiers (10%) et parfois les huiles comestibles (12% en 1986 et 14% en 1985) Il est consomme au Sénegal près de 220 kg de céreales par personne et par an (le ble inclus), et 200 kg sans le blé Convertie en equivalent mil, cette consommation deviendrait respectivement 200 kg environ et 175 kg En termes absolus, le riz constitue la plus grande part du régime céréalier national avec 95 kg par personne et par an, le mil et le sorgho y participent pour 87 kg[1]

2 4 2 Le comportement des consommateurs

Les habitudes de consommation varient considerablement entre les centres urbains et les zones rurales Selon la situation geographique, elles reflètent surtout les modes de production et le degré de disponibilité des céréales importées Il est évident que le mil est la ceréale la plus importante en milieu rural et le riz occupe la premiere place dans les villes (consommation trois a quatre fois plus importante que celle toutes les autres cereales) Des differences dans les habitudes de consommation sont également notables d'une region a l'autre Ainsi, le riz est l'élément principal du régime céréalier dans la Vallée du Fleuve et en Casamance, et le mil est la principale céreale dans le Bassin Arachidier

Il importe de signaler également le poids considerable du blé dans les régimes alimentaires, surtout dans les villes, et ce à travers le pain et les pâtes alimentaires

2 4 3 Analyse des bilans cerealiers (voir annexes N 6 et 7)

Les bilans céréaliers etablis sur la période 1988 à 1992 font ressortir un taux moyen de couverture des besoins de 63,5% Ce taux était plus elevé sur la période précédente 1985/88, avec environ 75% alors qu'il accuse une baisse croissante à partir de 1989/90 passant de 68% en 1989/90 a 49% en 1992/93

Elements tires du rapport USAID/SENEGAL/ADO sur 'l'analyse du secteur rural du Sénegal' Janvier 1991, page 156

Cette situation decoule essentiellement du faible taux de croissance de la production céréalière (1,47%) par rapport à celui de la population (2,7%)

En considérant les stocks disponibles, les aides alimentaires et les importations commerciales, la couverture des besoins céréaliers nationaux a été assurée pendant la période considérée Sans les importations commerciales et les aides alimentaires, le déficit moyen annuel s'établirait à environ 500 000 tonnes Quant aux importations commerciales et aux aides alimentaires, le volume moyen annuel atteint, entre 1985 et 1992, environ 545 000 tonnes, dont les 65% sont représentés par le riz

En 1993/94, les prévisions en besoins céréaliers ont porté sur 1 660 642 tonnes, mais les réalisations effectives n'ont donné que 1 643 395 tonnes, soit un déficit peu significatif de 1%

3 ANALYSE DE L'IMPACT DE LA DEVALUATION

La dévaluation du franc CFA est intervenue le 12 Janvier 1994 Du communiqué officiel publié au terme du sommet de Dakar, il ressortait que cette décision se justifiait par les "faibles résultats enregistrés après plus d'une décennie d'ajustement interne", et qu'elle devait "contribuer à améliorer de façon significative la compétitivité des économies des Etats membres et créer les conditions d'un rétablissement rapide des grands équilibres extérieurs et intérieurs" dans les 14 pays de la zone franc

Quel impact cette nouvelle donne a eu sur le secteur agricole en général et le sous-secteur céréalier en particulier?

3 1 Sur le secteur agricole en général

3 1 1 Les effets observés imputables à la dévaluation

a) Sur les activites agricoles

Dans les zones agricoles situées à proximite des centres urbains (cas des Niayes pour le centre urbain de Dakar), se sont developpees ces dernières années des activites de production de produits de grande consommation anterieurement importés Ce sont notamment les produits maraîchers, horticoles, et ceux dérivés du petit élevage (oeufs, poulets) A l'intérieur et autour des centres urbains, les activites para-agricoles (transformation et commercialisation des produits locaux) ont également pris un certain essor

b) Sur l'evolution des systèmes de production

Les systèmes de production n'ont pas subi de modifications profondes du fait de la dévaluation Les effets observes sont plutôt imputables à la politique de libéralisation du secteur agricole et au désengagement de l'Etat Toutefois, il importe de signaler que l'intérêt accordé aux cultures de diversification s'est accentué, notamment avec le développement des cultures de pastèques et de sésame Certains produits, notamment les pastèques ont, pendant leur période de grande production, servi en partie de produit de substitution par rapport aux fruits importés D'autres sous-secteurs, notamment la floriculture, confinés jusqu'alors dans l'informel commencent a faire l'objet d'une attention particulière

c) Sur les coûts et l'utilisation des intrants agricoles

La mise en oeuvre de la politique de désengagement de l'Etat avec pour conséquence la suppression des subventions sur les intrants agricoles, avait réduit de façon drastique leur utilisation Pour la campagne 1994/95, la première après la dévaluation, cette reduction s'est accentuée du fait de la hausse de 70 à 90% des prix des intrants, de la limitation importante des credits CNCA notamment au niveau de la Vallée du Fleuve, de la forte réduction du programme d'intensification de la production céréaliere mis en oeuvre par la SENCHIM, et de l'absence d'un programme special de distribution contrairement a la campagne précédente

De plus, certains intrants comme les produits phytosanitaires faisaient défaut auprès des distributeurs privés Ainsi, pendant la campagne 1994/1995 la quantité d'engrais, toutes formules confondues, vendue par le Groupe ICS/SENCHIM était de 15 861 tonnes contre 47 000 tonnes la campagne précédente et près de 100 000 tonnes jusqu'au début de 1980 au moment du Programme Agricole Quant aux semences, la quantité distribuée pour l'arachide tourne autour de 24 000 tonnes dont 23 000 par la SONAGRAINE et 1 158 tonnes par les privés encadrés par le "Programme Autonome Semencier (PAS)", alors que 40 000 tonnes avaient été distribuées la campagne précédente grâce au concours du Gouvernement

Pour la présente campagne agricole (1995-1996), la situation est jugée alarmante, car les acquisitions d'intrants par les producteurs sont encore en général peu significatives Le renchérissement des coûts des intrants depuis la dévaluation, et les conditions difficiles d'accès aux crédits, à savoir acompte de 25% et taux d'intérêt de 13% sur huit mois, limitent l'accessibilité des producteurs à ces possibilités Leur manque d'engouement actuel pour l'acquisition des intrants agricoles pourrait traduire une certaine désaffection pour les cultures pluviales (ce qui serait suicidaire dans certaines zones), ou un boycott des circuits habituels d'approvisionnement

d) Sur la reponse de la production aux prix incitatifs aux producteurs

Il serait interessant de signaler certaines tendances observees lors de la campagne agricole 1994/95, la première après la dévaluation

Les statistiques etablies par la Division des Statistiques Agricoles de la Direction de l'Agricole (DISA) révèlent une augmentation des superficies d'arachide de 21% par rapport à la campagne précédente correspondant à une augmentation de production de 12%, et une baisse des superficies céréalières de 2% (celles du sorgho ayant augmenté de 12%, et celles du riz étant restées stationnaires) correspondant à une baisse de production de 13% Cela résulterait, entre autres, du relèvement des prix au producteur de l'arachide de 70 a 120 FCFA le Kg

Mais, par ailleurs les productions de coton dans le Sud Est du pays et de riz dans la Vallée du Fleuve ont connu des baisses significatives Dans cette dernière zone, les cultures maraîchères auraient connu un certain essor dans le cadre de la diversification, mais avec des difficultés énormes de commercialisation du fait de la concurrence des produits importés et du transport (éloignement des zones de production des centres urbains principaux) A la lumière de ces constats, les effets réels de la dévaluation sur l'essor des cultures d'exportation ne semblent pas évidents Du reste, il est encore prématuré de faire la part exacte entre les effets résultant de la liberalisation du secteur agricole (avec les difficultés d'approvisionnement en intrants agricoles) et ceux liés à la dévaluation (avec certes des prix au producteur plus incitatifs mais un renchérissement des coûts des facteurs de production) sur les décisions d'emblavement des producteurs

e) Sur la commercialisation des productions locales

Avec l'evolution a la hausse des prix de la plupart des produits locaux, et en particulier les céréales, les ventes directes par les producteurs aux commerçants détaillants se sont accentuees, au détriment des ventes aux grossistes et demi-grossistes Pour les cultures de rente (arachide et coton), les collectes effectuees par les partenaires habituels (respectivement SONACOS et SODEFITEX) n'ont pas atteint les niveaux esperés

Cela tient aux fuites observées vers les pays voisins, et particulierement la Gambie pour le coton où les niveaux de prix et surtout les paiements au comptant sembleraient plus attrayants, tout en permettant d'éviter de rembourser les crédits Pour les céréales, la libéralisation et la dévaluation ont développé chez les producteurs une capacite de négociation sans egale, dans le souci de "maximiser" autant que possible leur profit

Ainsi, les négociations souvent ardues entre les producteurs et les riziers dans la Vallée du Fleuve, et la rareté des céréales locales dans les principales zones de production du pays du fait des rétentions de stocks par les producteurs, ont entraîne une flambee des prix depuis Novembre 1994 Ceux-ci atteignaient parfois dans certaines zones le triple de leur niveau d'avant dévaluation (de 55 à 150-175 FCFA)

f) Sur la transformation des productions locales

La devaluation a eu pour effet l'augmentation généralisee des coûts de production des unités de transformation des produits agricoles En effet, la nouvelle parite du FCFA par rapport au Franc Français (et aux autres devises), a été reportee sur les coûts des intrants importes par ces unites Il en est ainsi notamment de l'énergie et de certains equipements, mais aussi des pieces de rechange et des produits chimiques utilisés dans le processus de transformation de certains produits

Heureusement, l'engouement et l'ingéniosité des artisans locaux ont permis de resoudre en partie le problème des équipements et des pièces detachées Du reste, avec l'évolution constatée à la hausse des prix des produits de consommation courante du fait des effets conjugués de la politique de libéralisation et de la dévaluation, les zones urbaines ont connu un développement spontané des unités semi-industrielles de transformation des productions locales, et les zones rurales un accroissement significatif des unités artisanales Si ces unites pour la plupart s'intéressent aux céréales, paddy dans la Vallée du Fleuve Sénégal et l'Anambé, Mil/Sorgho dans le Bassin Arachidier, il n'en demeure pas moins que des tentatives de trituration artisanale de l'arachide en milieu rural, et d'extraction de jus de fruits de cueillette en milieu urbain ont eté observées Cependant, les produits issus de ces unités (notamment huile, jus et dérivés céréales) ne répondent pas souvent aux normes de qualité requises

g) Sur les revenus ruraux

Comme signalé plus haut, les revenus ruraux ont régulièrement évolué a la baisse, car les producteurs n'arrivent pas encore à tirer pleinement profit des avantages liés aux différentes politiques mises en oeuvre, dont notamment celle relative à l'approfondissement de la libéralisation

Avec la dévaluation, les coûts des intrants agricoles, importés comme fabriqués localement (avec incorporation d'inputs importes), ont enregistré des hausses sensibles La présente campagne agricole 1995/96 revèle dejà une certaine désaffection par rapport à leur utilisation, ce qui ne manquera pas d'accroître la perte de productivite, avec comme conséquence une baisse accentuee de la production et partant des revenus qui en sont tires

Toutefois, la dévaluation a favorisé la consommation de produits alimentaires dérivés des productions locales, et particulierement les cereales Cette tendance, si elle se confirmait et s'amplifiait, pourrait se traduire par une augmentation des volumes commercialisés en produits agricoles locaux, et en conséquence les revenus agricoles seraient améliorés Mais il faudrait pour cela que les systèmes de commercialisation soient bien organisés en amont (matières premières) et en aval (produits finis), et que des mesures d'accompagnement soient assurées (marketing, appui en formation des opérateurs)

h) Sur la consommation alimentaire des ménages

Des discussions avec les populations dans le cadre des missions effectuées sur le terrain, il ressort que tout comme dans les centres urbains, les ménages ruraux ont eu à faire face à des dépenses plus importantes après la dévaluation La principale cause souvent évoquee est le renchérissement des prix des produits alimentaires de consommation courante Cette situation a créé au sein des populations l'imperieuse nécessite de sauvegarder leur pouvoir d'achat, d'où les modifications perceptibles dans leurs modèles de consommation alimentaire

Sur la base des observations et des discussions réalisées dans les centres urbains, il apparaît que la tendance est de plus en plus à la substitution des repas de type européen par des repas à base de produits locaux (céréales) Toutefois, les niveaux de consommation du riz et du pain semblent se maintenir, même si pour leur niveaux de consommation respectifs, une tendance à la baisse se dessine pour le premier et a la hausse pour le second

Dans ce dernier cas, l'effet de la subvention, qui reste toujours maintenu jusqu'en Novembre 1995 (date d'expiration des accords particuliers avec les meuniers), joue certainement

En milieu rural, les habitudes de consommation des ménages fortement orientees vers les productions locales (et en particulier les céréales), se maintiennent et même s'accentuent d'avantage du fait de la dévaluation Le riz conserve une place importante dans les zones habituelles de production (Vallée du Fleuve et Casamance), même si les conditions favorables de profit creees par la libéralisation de sa filière incitent de plus en plus les producteurs a en limiter l'autoconsommation afin d'en faire une spéculation de rente

Par contre, le riz perd de plus en plus de terrain dans les autres zones rurales du pays au profit des autres céréales produites localement (mil, sorgho, mais, fonio) Les fréquences quasi quotidiennes de consommation du riz semblent avoir été abandonnées dans la majeure partie du Bassin Arachidier

Dans certaines localités il ne serait consommé que deux fois par semaine et à l'occasion des grandes cerémonies familiales Cette propension à la consommation des céréales locales, autre que le riz, a entraîné une diversification des produits semi-finis ou finis qui en sont dérivés

3 1 2 Conclusions et recommandations

a) Conclusions

Le secteur agricole demeure la clef de voûte de l'économie Sénegalaise, et ce malgré le développement récent d'autres secteurs et sous-secteurs Il fait l'objet depuis les années 1980, de profondes réformes dont le "programme d'ajustement du secteur agricole (PASA)" et la "lettre de politique de développement agricole (LPDA)" sont les manifestations les plus actuelles De ce fait, ce secteur ne pouvait guère être épargné par les effets des décisions de politiques mises en oeuvre récemment, y compris la dévaluation Cependant, la mesure exacte de ces effets est quelque peu prématurée, et en particulier ceux imputables à la devaluation, car celle-ci n'a que quelques mois d'existence De plus, la multiplicité des décisions qui touchent de près ou de loin le secteur, rend difficile l'appréciation de façon isolée de leurs effets respectifs Mais il reste évident que du fait de la dévaluation, il y a eu renchérissement des coûts des intrants agricoles et baisse significative de leur utilisation En conséquence, la productivité des terres s'affaiblira d'avantage Cette contrainte s'ajoutant aux ressources limitées en terres et aux aléas climatiques, rendront les productions encore plus aléatoires, ainsi que les revenus qui en sont tirés

Tout laisse croire que l'évolution à la hausse des prix au producteur des produits agricoles après la dévaluation, ne pourrait avoir aucun effet bénéfique sur les revenus ruraux Même si tel n'était pas le cas, le pouvoir d'achat des ménages ruraux seraient grandement affecté par le renchérissement des prix au consommateur des produits alimentaires importés (huile, riz, lait en poudre)

C'est certainement pour faire face à cette éventualité, que les ruraux ont apporté des modifications sensibles à leurs habitudes alimentaires, avec notamment l'importance de plus en plus accrue accordée aux céréales locales Du reste, la même tendance commence a se dessiner en milieu urbain, mais de façon plus lente Toutefois, elle pourrait prendre de plus en plus d'ampleur, pour peu que la compétitivité des produits alimentaires locaux par rapport aux produits importés soit assurée en terme de disponibilité, de qualité et de prix A cet égard, beaucoup d'efforts ont été faits dans le domaine de la transformation des produits locaux Même les difficultés pressenties après la dévaluation concernant l'acquisition à prix modéré des équipements et des pièces de rechange provenant essentiellement de l'étranger, semblent avoir trouvé des solutions grâce au savoir-faire des artisans locaux

Cependant la promotion du secteur agricole est actuellement entravee par certaines difficultes, dont la plus aigue est certainement l'accès au crédit pour assurer le financement des achats d'intrants agricoles, ainsi que les investissements et les fonds de roulement requis par les petites et moyennes unités industrielles En outre, l'incertitude liée à la production locale limite grandement le développement des activites de transformation

b) Recommandations

La relance de la production agricole passe nécessairement par le promotion des produits agricoles locaux La dévaluation, avec comme corollaire le renchérissement des prix des produits alimentaires importés, devrait pouvoir créer les conditions favorables a cet effet Mais pour qu'il en soit ainsi, certaines actions méritent d'être menées en concertation avec les principaux partenaires au developpement Il s'agit notamment

- d'accroître les ressources en terres cultivables par une politique judicieuse d'investissement en matière d'infrastructures et d'aménagement,

- de définir et de rendre rapidement opérationnelle une politique viable de crédit, en tirant profit des expériences menées dans ce domaine à travers le pays et dans la sous-région,

- de favoriser l'accessibilité physique et économique des producteurs aux intrants agricoles importés, par leur plus grande disponibilite et par l'allegement de leurs coûts,

- d'encourager la fabrication locale d'intrants par une baisse de la fiscalite sur les matières premières importées qui sont utilisées à cet effet,

- de renforcer la capacité opérationnelle des Institutions de recherche (ISRA et ITA en particulier) par l'accroissement des moyens qui leur sont alloués par l'Etat, tout en favorisant leur evolution vers une autonomie de financement et de gestion,

- de faciliter la mise en place de petites et moyennes unités de transformation des produits locaux, notamment par l'information et la sensibilisation des opérateurs économiques sur les technologies existantes et les financements accessibles,

- de définir des normes de qualité pour les unités de transformation et de renforcer la capacite opérationnelle de l'Institution chargee de leur contrôle,

- d'accroître la consommation des produits agricoles locaux, par le renforcement de l'information et la sensibilisation des populations,

- d'assurer une meilleure promotion des produits alimentaires locaux en les rendant plus compétitifs par rapport aux produits importés au plan qualité, disponibilité et prix

3 2 Sur le sous-secteur céréalier

3 2 1 Rappels de quelques événements importants après la dévaluation

Après la dévaluation du Franc CFA, certains événements assez significatifs ont marque le sous-secteur céréalier Leur rappel succinct pourrait aider à mieux comprendre certains constats révélés dans la suite de ce rapport

- **Janvier/Février 1994** · rétention des stocks par les producteurs et commerçants, à caractère essentiellement spéculatif,

- **Février 1994** Signature du "Programme d'Ajustement Structurel de la filiere Riz (PASR)",

- **Mars 1994** Reprise des marchés et retour des prix à leur niveau d'avant devaluation, pour partie à cause de l'offre resultant de la bonne production de la campagne 1993/94, mais surtout à cause des dispositions prises par le Gouvernement concernant le contrôle de l'inflation Par contre, le prix du Mais connaît une hausse exceptionnelle, inhérent à la forte demande du secteur aliment-volaille, que ni le marché interieur, ni le marché sous-régional n'arrivent à satisfaire Ainsi le Mais importé a atteint le prix de 125 FCFA le Kg alors que le prix intérieur se situait à 95 FCFA/Kg,

- **Juin 1994** désengagement de la SAED des activités de commercialisation et de transformation du riz dans la Vallée du Fleuve, et privatisation de ses 2 usines de décorticage,

- **Juillet 1994** . en raison de menaces financières resultant de la dévaluation, retention volontaire par la CPSP de stocks de riz brise pour mettre sur les marchés le riz local et le riz intermédiaire En effet, la commercialisation de quantités importantes de riz local par les circuits officiels permettait de juguler la flambée des prix pressentie de la part des commerçants distributeurs A cet effet, la CPSP avait exploité des circuits de vente directe aux consommateurs,

- **Août 1994** Signature de la "Lettre de Politique de Developpement Agricole (LPDA)",

- **Août/Septembre/Décembre 1994** · dépôts successifs des trois rapports de l'étude sur la restructuration de la CPSP, réalisée par le Cabinet "Associated Consultants Groups (ACG)" et PANAUDIT sur financement de l'USAID L'étude fait état d'une déflation d'environ 811 agents, permanents et temporaires confondus, entre Février 1995 et Décembre 1996, la CPSP ne devant conserver alors que 28 personnes,

- **Novembre 1994** . Amorce de la hausse des prix des céréales locales sur les marchés ruraux, en raison de pénurie apparente,

- **Janvier 1995** : Démarrage du programme pilote FCCAA de "Promotion des céréales locales" pour une durée d'un an,

- **Février 1995** Allocation par le Chef de l'Etat aux organisations patronales de 60 000 tonnes sur les 400 000 de riz brisé importées chaque année, Approbation des cahiers de charge de six (6) organisations patronales (CNES, UNACOIS, CNP, GES, AFAC, ACRF) pour l'importation des 60 000 tonnes de riz brisé, et signature des contrats avec le Comité d'agrément et de suivi des opérations portant sur le riz,

- **Mars 1995** Adoption du décret N 95-292/MCA relatif à la libéralisation du prix du riz,

- **Février/Mars/Avril 1995** : Importante hausse sur les marchés forains des prix des céreales locales (Mil/Sorgho et Mais notamment), car offre insuffisante et parfois rare dans les zones de production du Bassin Arachidier,

- **Avril 1995** . Appel d'offres du CSA pour l'importation de 5 000 tonnes de Mil du Mali afin de faire face au déficit céréalier, avec une repartition prévue comme suit Régions de Kaolack et Fatick 1 000 tonnes, Region de Diourbel 2 000 tonnes, Régions de Tambacounda et Thiès 1 000 tonnes chacune,

- **Juin 1995** : Fermeture des magasins régionaux de la CPSP, du fait de la libéralisation totale de la distribution du riz à travers toutes les régions, hormis celle de Dakar,

- **Juillet 1995** Flambee du prix du riz dans certaines régions, a cause de rétentions à caractère spéculatif (Louga et Saint-Louis) et de penurie réelle (Ziguinchor), les opérateurs privés manifestant ainsi une certaine reticence à appliquer correctement les nouvelles dispositions en matière de distribution de riz (approvisionnement à partir de la CPSP a Dakar),

3 2 2 <u>Evolution des differentes filières après la dévaluation</u>

a) <u>La filière blé</u>

Le prix de la farine de blé a connu une augmentation de près de 30%, ce qui a entraîné une péréquation négative ayant varié pratiquement du simple au double (de moins 7 850 FCFA/tonne à moins 14 830 FCFA)

Le nouveau protocole conclu entre le Gouvernement et les deux meuniers (Moulins SENTENAC et Grands Moulins de Dakar) consacre le désengagement de la CPSP de la filière et ne prévoit aucune action de soutien de la filière apres son expiration en Novembre 1995[1]

Le réajustement des prix du pain imposé par la hausse du prix de la farine ne semble pas avoir eu une incidence négative sur le volume de la consommation urbaine Il semble que la demande se maintient et même tendrait à s'accroître

Par contre, la consommation du pain semble reculer en milieu rural, ou de nouvelles habitudes alimentaires privilégiant les ceréales sèches locales commencent à s'implanter Cette tendance ne pourrait pas se justifier uniquement par la hausse sur les prix du pain

Il importe de signaler dans le domaine de la consommation que l'expérience "Pamiblé" a été reprise sous d'autres formes (pain entier, pain riche) et semble marcher En outre, le renchérissement des prix de la farine de blé par rapport au mais pourrait favoriser une nouvelle évolution dans la fabrication du pain, avec notamment le mélange à la farine de blé d'un pourcentage de farine de mais, comme du reste cela se fait déjà avec succès au Burkina-Faso Mais il faudrait pour cela que les conditions et les niveaux de production s'ameliorent sensiblement pour pouvoir faire face à la demande croissante en cette céréale

b) <u>La filière riz</u>

Les coûts de production dans la Vallée du fleuve, principale zone de production, vont subir l'impact de la hausse des intrants agricoles (engrais, pesticides), du matériel agricole et des pièces détachées, mais également de l'énergie nécessaire à l'approvisionnement en eau des périmètres Cette hausse peut être estimée globalement à 40% Le prix du paddy local (actuellement de 90 à 110 FCFA/Kg) devrait donc connaître une évolution à la hausse, plus importante dans la Vallée (125-150 FCFA) que dans le Sud du Pays (Casamance) où les systemes sont peu intensifs Dans la Vallee, le niveau de ce prix sera fortement tributaire de la capacite de négociation des producteurs avec les rizeries privées

En l'état actuel du marché, à la suite du désengagement de la CPSP et des dispositions prises pour protéger la production locale (fiscalité de porte et prélevement sur le riz importé), le riz local devrait avoir une compétitivité plus grande par rapport au riz importé

1 De l avis d'un des grands meuniers de la place, une nouvelle hausse du prix du pain de seulement 5 FCFA par baguette pourrait compenser le 'gap' actuel et creer un certain équilibre dans la filière

Cela créerait une situation favorable à l'accroissement de sa production, si les investissements de base requis sont effectués par les pouvoirs publics à travers les projets financés par les bailleurs de fonds (mise en place d'infrastructures et aménagements des sites) Deja, la baisse de la consommation de riz est perceptible surtout en milieu rural

Dans la consommation urbaine, le riz local continue de prendre une importance accrue par rapport au riz importé, même si cette tendance semble quelque peu freinée par la réticence à consommer du riz entier local en lieu et place du riz brisé importé En tout état de cause le riz reste sous la menace quasi-persistante des céréales sèches locales, pour peu que les conditions de compétitivité soient ameliorées (qualité, facilité de cuisson, prix)

c) La filière mais

La faible utilisation d'engrais réduit fortement les coûts de production mais a des effets moindres sur la production par rapport aux autres cultures De ce fait, cette culture souffre moins que les autres céréales sèches des effets négatifs de la dévaluation sur l'utilisation des intrants agricoles

Les potentialités de développement restent relativement élevées, en prenant surtout en compte les autres atouts que sont la brièveté de son cycle, les possibilités de culture tant en pluvial qu'en irrigué avec des rendements incitatifs, la bonne qualité pour les industriels de la variété locale par rapport aux autres variétés importées, son importance de plus en plus accrue dans la consommation humaine et animale Cependant le problème de commercialisation reste entier, malgré les hausses tres significatives des prix observées sur les marchés ruraux depuis le mois de Novembre 1994 Si cette tendance se maintenait, il y a de fortes chances que cette culture gagne du terrain sur le mil/sorgho en culture pluviale dans le bassin arachidier et sur le riz en culture irriguée dans la Vallée du fleuve

La dévaluation et le renchérissement des prix des produits alimentaires devraient favoriser la consommation humaine en vert (grillé ou bouilli), au détriment des besoins des industriels pour la fabrication d'aliments du bétail La seule façon de réduire cette tendance, est d'améliorer le système de commercialisation et de rendre les prix encore plus incitatifs sur les marchés ruraux

d) Sur la filiere mil/sorgho/fonio

La réduction des coûts de production résultant du faible taux d'utilisation des intrants agricoles améliorés, et l'augmentation de la demande renforce leur intérêt au niveau national Mais les niveaux faibles de rendement les rendent moins attrayants que le mais, exception faite du sorgho de décrue au sénégal Oriental et dans la Vallée du Fleuve

La devaluation et les changements progressifs des habitudes de consommation qu'elle a entraîné offre de meilleures possibilites aux produits transformés de penétrer les marchés et de concurrencer avec de réelles chances de succes les produits alimentaires importés, dont notamment le riz et les produits dérives du blé lorsque leurs prix seront libéralisés Les obstacles actuels se situent surtout dans les problèmes de collecte au niveau des zones de production En effet, la rétention de la part des producteurs est de plus en plus forte en volume et fréquente, en raison de son caractere stratégique pour la sécurité alimentaire des populations rurales

3 2 3 Analyse des opportunités existantes pour la transformation des céréales locales sur une base compétitive

la transformation des céréales locales reste une parade essentielle aux effets nefastes de la dévaluation sur le pouvoir d'achat des ménages, au plan notamment de leurs consommations alimentaires Cependant plusieurs facteurs influent tant de façon positive que négative sur le développement de cette activité, a savoir

a) L'état de la demande en produits derives des céreales locales

Comme souligné plus haut, il est incontestable que les produits dérivés des céréales locales ont pris de l'importance dans la consommation des ménages à travers le pays Cela se confirme au travers de divers faits et constats relevés de façon empirique lors des missions sur le terrain

Ce sont notamment

- le niveau élevé actuel des prix des céréales locales traduirait une inadéquation entre l'offre et la demande sur les marchés, cela résulte certes d'une baisse de l'offre du fait de la chute de productions enregistrée lors de la dernière campagne (-13%), mais également et surtout d'un accroissement significatif de la demande par rapport à son niveau habituel,

- la prolifération des unités industrielles intervenant dans la transformation des céréales locales serait révélatrice du caractère porteur de cette branche d'activités, lequel ne peut resulter que d'un niveau de demande suffisant,

- la multiplicité des produits a base de céréales locales mis sur les marches résulterait sans doute de l'existence d'une clientèle, donc d'une demande significative,

Les missions de terrain ont permis de constater l'apparition en milieu rural de nouvelles options dans les modèles de consommation alimentaire des ménages

Celles-ci semblent accorder de plus en plus d'importance aux produits derives des céreales locales Du reste, beaucoup de femmes se sont investies de façon individuelle ou au sein de groupements dans des activités de transformation secondaire des céréales locales, et de vente des produits qui en sont issus La confirmation par ces dernières de la rentabilité de ces opérations, réalisées à partir de technologies artisanales, est révelatrice de l'existence d'une demande solvable

En milieu urbain et péri-urbain de Dakar, l'enquête IRIS[1] révèle ce qui suit en ce qui concerne la consommation des céreales locales

- Dans le Département de Dakar

  49,2% de ménages consommateurs réguliers
  19,2% de ménages consommateurs dits "intermédiaires"
  31,2% de ménages consommateurs occasionnels

- A Pikine

  54,4% de menages consommateurs réguliers
  21,1% de menages consommateurs dits "intermédiaires"
  23,5% de ménages consommateurs occasionnels

- A Rufisque
  73,7% de menages consommateurs reguliers
  4,3% de menages consommateurs dits "intermédiaires"
  21,4% de ménages consommateurs occasionnels

La même enquête révèle qu'au lendemain de la dévaluation 51,9% des ménages auraient maintenu leur rythme de consommation, 29,5% l'auraient augmenté et 18,4% l'aurait baissé Ces chiffres sont assez édifiants sur l'état de la demande après la devaluation

b) <u>Etat de la production locale en céréales</u>

Il ressort des resultats de la dernière campagne agricole 1994/1995 que la production céréalière, estimee à 943 370 tonnes dont 162 228 tonnes de riz, a enregistré une baisse totale 142 758 tonnes par rapport à la campagne précédente, soit 13% en valeur relative Elle se situerait en dessous de la moyenne des cinq dernières années de 4,51%

[1] Elle a ete realisée en fevrier 1995 dans le cadre du programme pilote du FCCAA d'aide a la promotion des céréales locales sur un echantillon de 1116 observations (avec une marge d'erreur de 2,99% autour de la valeur indiquee)

Cette situation resulte moins d'une baisse des superficies (2% par rapport a l'année precédente) au profit de l'arachide, que d'une réduction sensible des rendements (13% pour le mil, 20% pour le mais et 16% pour le riz) inhérente à l'accentuation de la faible utilisation d intrants agricoles performants En définitive, la production locale de céréales souffrirait d'une inconstance liée certes aux aléas climatiques, mais également depuis la dévaluation à la préoccupation majeur des producteurs de compresser autant que possible les coûts de production Cela permettrait d'assurer certes un profit maximum immédiat, mais au détriment de la préservation du principal facteur de production qu'est la terre (baisse de la fertilité) En ce qui concerne certaines cereales locales (mil et mais), il importe de signaler que les tentatives de compensation du déficit de la production locale par des importations realisées à partir de la sous-région, posent d'énormes problèmes de qualité (taux d'impuretés élevé et goût peu apprécié) et de coûts de transport

c) Etat des technologies de transformation

Le processus de transformation des ceréales comporte généralement trois phases

- **le battage**, qui permet de passer des épis ou panicules aux grains bruts, forme habituelle de stockage des ceréales locales, cette étape est souvent incluse dans les opérations post-récolte au même titre que le séchage et le stockage,

- **la transformation primaire**, qui est l'étape de passage du grain brut a la farine, semoule ou brisure, elle intègre les sous-étapes de pré-nettoyage et de calibrage en vue d'éliminer les impuretés, de décorticage qui permet d'enlever les enveloppes du grain, et de mouture qui produit la farine, la semoule et les brisures,

- **la transformation secondaire**, qui correspond à l'étape de passage des produits de mouture aux produits prêts à consommer Elle est assimilable à la transformation effectuée selon les technologies traditionnelles par les ménagères sur les céréales locales avant les préparations de plats

Pour la mise en oeuvre de ces différentes phases, diverses technologies sont utilisées en fonction des différents types d'unités de transformation qui existent actuellement Au niveau artisanal, le battage et la transformation secondaire restent largement manuels Ces opérations sont effectuées généralement par les femmes, avec un taux important de pertes et une qualité encore quelque peu aléatoire

La transformation primaire est de plus en plus mécanisée grâce à une large diffusion en milieu rural de décortiqueurs pour le riz et de moulins pour les autres ceréales

Au niveau des unités industrielles (PME, semi-industries et industries), le décorticage et la transformation primaire sont mécanisés

La transformation secondaire reste généralement manuelle, malgré l'intérêt grandissant que suscitent actuellement de la part des consommateurs les produits qui en sont issus Des tentatives de mécanisation de l'opération sont au stade expérimental au sein de l'ITA et du CIRAD, mais se heurtent aux difficultés de mise au point d'un équipement simple et bon marché

d) Etat et coûts des équipements

La mécanisation du battage se développe depuis quelques années Deux types de batteuses sont actuellement commercialisées à travers le pays la batteuse motorisée de grande capacité (1 000 kg/heure) et celle de petite capacité (300 à 400 kg/heure) Les grosses batteuses genre BS 1000 (SISMAR) ou DAK II (MAROT, importé par MATFORCE) sont d'un coût élevé (5 à 7 millions de FCFA) et appartiennent le plus souvent à des particuliers aisés (grands commerçants, marabouts) qui interviennent en prestation de services dans les zones les plus peuplées et les plus productives des Régions de Kaolack, Thiès et Kaolack Les petites batteuses (mil, maïs, sorgho) polyvalentes, qui font l'objet d'une diffusion de plus en plus importante au sein des groupements ou associations paysans avec l'appui des projets, se prêtent mieux à une utilisation communautaire en raison de leur coût, de leur capacité, de leur souplesse d'utilisation et de leur facilité de transport

Pour la transformation primaire, la mécanisation du nettoyage n'est pas encore tout à fait au point Les tarares conçues par la SISMAR dans le cadre du Programme CSA/PSA/ENDA n'a pas répondu à l'attente des opérateurs Elles ne sont pas souvent utilisées en raison de pannes fréquentes, de l'élimination incomplète du sable et de son prix élevé Un nouvel équipement a été mis au point par l'Entreprise privée SERRIAL qui permet à la fois le pré-nettoyage des grains et le tamisage des produits de mouture, mais ses inventeurs attendent pour sa commercialisation un volume de commande important, afin de réduire les effets néfastes de la contre-façon

La mécanisation du décorticage (avec séparation des sons) est au point pour le riz, et commence à s'imposer progressivement pour les autres céréales Plusieurs modèles de décortiqueurs, ont été mis au point à partir du décortiqueur conçu par le Laboratoire Canadien PRL utilisant le principe du décorticage des grains secs par disques abrasifs en carborundum ou en résinoïde montés sur le même axe Le modèle le plus courant peut traiter des lots de 1 à 8 kg avec un rendement moyen de 150 kg/heure certains sont équipés d'un système de séparation du son par brosse et/ou ventilation/aspiration

Les coûts varient de 400 000 FCFA (carcasse et moteur) pour un type PRL à disques standard 100 kg/heure à 1 700 000 type PRL a disques resinoides SISMAR-CRDI 150 kg/heure (avec separateur de son) ou type artisanal PENE 120 kg/heure

La mouture mécanique s'est développee grâce au dynamisme du secteur artisanal ainsi qu'à l'intervention d'organismes d'appui Ces derniers ont contribué à la diffusion massive de petits moulins a marteaux, pour la plupart artisanaux, tant dans les villes que dans les villages, et à la création d'unités de traitement semi-industrielles

Les coûts actuels des moulins à marteaux varieraient de 800 000 pour le type artisanal 300 a 350 kg/h à 1 700 000 FCFA pour le type SISMAR 350 a 500 kg/heure

e) Intérêts des operateurs privés pour la transformation des céréales locales

On assiste depuis une vingtaine d'années à la multiplication des unites de transformation des céréales locales, notamment en ce qui concerne les activités de décorticage et/ou de mouture Mais apres la devaluation, il a eté observé tant en milieu rural qu'urbain une augmentation significative du taux d'activités des operateurs prives dans le domaine de la transformation des céréales locales, aussi bien à l'échelle industrielle et semi-industrielle qu'a l'échelle artisanale et domestique

Sur la base des recensements et des sondages réalisés en 1992 par le CIRAD et l'ISRA, le nombre total de moulins installés au Sénégal peut être estimé à quelques 6 000 unités, dont 4 000 seraient encore fonctionnels (donc en état de marche sans être régulierement en activité) En considérant les densités de moulins en milieu rural et urbain observées dans les zones enquêtées, le nombre total d'ateliers de mouture avoisinerait 2 550 utilisant regulierement leurs moulins La répartition serait de 1 600 en milieu rural et 950 en milieu urbain Sur cette base, la capacité reelle du secteur artisanal de mouture serait de 460 à 510 000 tonnes par an, mais elle n'assure que 80 à 180 000 tonnes par an D'autres sources font etat de 55 à 125 000 tonnes par an En tout état de cause la capacité réelle est loin d'être atteinte, malgré l'incertitude liée aux données utilisées

En ce qui concerne la rentabilité des unités, il n'existe pas d'études récentes réalisees après la devaluation Par contre diverses etudes ont ete faites avant la dévaluation qui permettent d'apprécier approximativement la rentabilité de certains équipements Pour les Moulins villageois (communautaires), le seuil de rentabilite le plus frequemment cite fait etat de 3 000 kg/mois (100 kg/j), soit environ 35 tonnes/an

Les calculs réalisés par J S Holtzman[1] aboutissent à un volume minimal de 70 tonne/an pour que l'activité soit financièrement rentable

Il semble cependant que le seuil le plus faible de 35 t/an soit rarement atteint en milieu rural Une enquête réalisée par M'BENGUE et HAVARD (1986) dans les régions de Thiès et Diourbel, régions excédentaires en mil, fait ressortir que le volume traité serait de 10 à 30 tonnes par an Ces problèmes de rentabilité serait, semble-t-il, à la base du non fonctionnement ou du fonctionnement occasionnel de nombreux moulins

Le fonctionnement et la gestion des Moulins privés sont moins connus que ceux des Moulins communautaires, en raison du peu d'études qui leur ont éte consacres Les calculs de J S HOLTZMAN font apparaître un seuil de rentabilité compris entre 50 à 60 tonnes en milieu urbain pour le Moulin importé équipé d'un moteur électrique Ce taux est certainement plus bas dans le cas de moulin artisanal (pas de données précises)

Des enquêtes realisées dans les Départements de Thiès et de Diourbel en 1989 et 1990 ont montré que le volume traite annuellement se situerait entre 40 à 75 tonnes par an Le recensement des ateliers de mouture réalisé par ENDA en 1990, fait état d'un volume de 50 à 105 tonne/an à Dakar Cela confirme le constat souvent formulé selon lequel les moulins privés situes en dehors de Dakar ne seraient pas toujours économiquement rentables, car ils fonctionnent à 50% de leur capacité réelle de traitement

Il importe cependant de noter que la motivation de certains entrepreneurs en investissant dans un moulin n'est pas toujours de rentabiliser rapidement l'investissement (sauf en cas d'obligation de remboursement de crédit), mais plutôt de pouvoir disposer de revenus journaliers pour pouvoir faire face aux dépenses familiales quotidiennes Il existe également peu de données sur le coût de fonctionnement des decortiqueurs L'étude réalisée par le projet PEGF pour le decortiqueur SISMAR aboutit à un seuil de rentabilité de 58 a 88 tonnes/an, selon que le coût du service se situe respectivement a 15 FCFA/kg ou 10 FCFA/kg

Les unités artisanales travaillent exclusivement à façon soit pour les ménagères, soit pour les commerçants ou des preparatrices artisanales De l'avis des opérateurs eux-mêmes ce mode de fonctionnement permet - d'une part le partage des risques liés à la production de céréales transformees entre tous les principaux intervenants dans le processus - et d'autre part la réduction du coût de revient des cereales transformées

---

[1] Etude Transformation des cereales locales au Sénegal problèmes contraintes et choix de politiques et de programmes USAID Juillet 1988

En effet, les charges relatives à l'approvisionnement en grains, le stockage, l'emballage et la distribution sont quasi nulles pour les meuniers, car prises en charge par les ménagères elles-mêmes De ce fait, la farine obtenue par un passage au moulin de quartier coûte moins cher que son équivalent provenant du système industriel Cependant, les industriels réalisent sur l'opération de transformation des économies d'échelle qui, malheureusement ne compensent pas les coûts d'approvisionnement, de stockage et de distribution incontournables pour les unités centralisées au niveau domestique, l'intérêt de l'opération réside dans la maîtrise du savoir-faire des femmes et le contrôle du produit qu'elles cuisinent

f) Crédit pour le financement des besoins en investissements et en fonds de roulement

D'importants efforts ont été accomplis, depuis plusieurs années, pour encourager l'investissement prive et en particulier la création et le développement des petites et moyennes entreprises (PME/PMI) A cet égard, un certain nombre d'instruments de financement et d'appui ont été mis en place a l'initiative du gouvernement, de ses partenaires bilateraux ou multilatéraux et des institutions financieres nationales ou internationales Les possibilites de financement du secteur de la transformation des produits locaux en général et des céréales en particulier sont multiples En effet, diverses sources de financement integrent l'agro-industrie dans leurs secteurs d'intervention Ce sont notamment

- L'Africaine de Promotion des Investissements (Afric-Invest),
- La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD),
- La Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS),
- Le Conseil et Partenariat Entreprise de l'Union Européenne (COPARE/PME),
- Le Fonds de Contrepartie Belgo-Sénégalaise/PME,
- Le Fonds de Contrepartie Sénégalo-Suisse,
- Le Fonds de Promotion Economique (FPE),
- Le Fonds de restructuration Industrielle ou Ligne APEX,
- Le projet d'Appui à la Micro-Entreprise (P A M E/AGETIP),
- La Société Générale de Crédit Automobile (SOGECA),
- La Société d'Investissement (SENINVEST)

Cependant les conditions d'octroi du credit fixées par ces institutions se heurtent souvent à d'énormes difficultés de la part des promoteurs privés, liées à l'insuffisance des fonds propres et aux garanties Toutefois, dans le secteur specifique de la transformation des ceréales locales, les principaux intervenants en matière d'octroi de crédit sont La Caisse Française de Développement (CFP), l'Agence de Crédits à l'Entreprise Privée (ACEP, financement USAID), le Projet PME du Fonds Europeens de Développement (FED) et la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS)

Pour benéficier des prêts de la CFD (Programme d'Appui aux Initiatives des Producteurs de Base - AIPB), les opérateurs installes au Senegal devront disposer d'une caution bancaire égale a 70% du montant demande Les prêts du projet d'appui aux PME sont plus favorables aux activités nécessitant des investissements éleves même si les garanties exigées sont plus sévères

En effet l'ACEP, qui intervient dans de nombreuses regions, n'octroie des crédits que sur 1 an Cependant la zone d'intervention limité du projet FED (zone de la Vallée) et sa vocation d'appui aux réfugiés et aux "déflatés" de la SAED limitent fortement son accessibilite à un grand nombre de bénéficiaires potentiels L'ACEP aurait changé de statut et proposerait des prêts à moyen terme Quant a la CNCAS, elle privilégie les GIE qui lui semblent être une meilleure garantie pour le remboursement des prêts Or, dans les secteurs de la transformation des céreales, les acteurs sont, en dehors des groupements féminins, des opérateurs privés individuels

De plus, du fait des difficultés de remboursement, la CNCAS a abandonné les crédits d'équipement dans certaines régions (notamment dans la Vallée du Fleuve) et pratique actuellement ce qu'elle appelle "la croissance zéro" qui consiste à ne ré-injecter dans le circuit que les remboursements collectés En outre, l'espoir suscité auprès des petits entrepreneurs par la mise en place du FPE avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) n'a pas ete satisfait En effet, très peu parmi eux ont pu bénéficier de ces prêts, sauf dans les régions de Tambacounda et Ziguinchor par le biais de l'ACEP La domiciliation des fonds auprès des banques commerciales et les coûts de constitution des dossiers ont constitué les contraintes majeures d'accessibilité Il faut signaler que dans le cadre du projet FCCAA, il existe un volet crédit Mais il sert seulement à couvrir les besoins en fonds de roulement des opérateurs et fait l'objet de prêts sans intérêts, car les interêts sont ristournés après remboursement de la totalite du prêt

g) <u>Promotion des produits à base de ceréales locales</u>

Les différentes actions menées dans ce domaine se resument a

- la production et commercialisation du pain "riche" (Projet ISCOS/CNTS) Demarré en 1987, ce projet a appuyé la création au sein de l'Union Nationale des Coopératives (UNCO) d'une coopérative de 8 boulangeries à Thiès et Dakar, et d'une unité de décorticage et de mouture à Thiès La production commerciale de pain "riche" a reellement demarré en 1991-1992 Le projet a bénéficié de l'appui du FCCAA pour la formation des boulangers et la promotion des produits (publicité, kiosques),

- la campagne de promotion du "Soungouf" et du "Sankhal Jaboot" produits par les moulins SENTENAC avec l'appui du FCCAA et de la CEE (Affiches, spots publicitaires, calendriers avec recettes de cuisine),

- quelques actions locales dans le cadre du projet de transformation semi-industrielles CSA/PSA-ENDA (affiches) et du projet FAC/SODEFITEX (calendriers, concours culinaires),

- le mil a été également à l'honneur à l'occasion des diverses manifestations organisees dans le cadre de la campagne "Consommer sénégalais"

Cependant, la promotion des produits à base de céréales locales souffre encore d'une certaine négligence et concerne les produits et peu leur utilisation De plus les moyens modernes de communication (télévision, radio) sont souvent privilégiés par rapport aux moyens traditionnels (séances théâtrales, danses), alors qu'ils ne sont pas accessibles à la majorité des populations rurales qui constitue la clientèle-cible

3 2 4 Appréciation des perspectives en matière de developpement de la transformation des céréales locales

a) Accroissement de la demande

L'accroissement de la demande est reel depuis la devaluation lorsqu'on tient compte des changements constatés dans les modèles de consommation des ménages Il devrait du reste s'accentuer a la faveur des difficultés d'approvisionnement de l'intérieur du pays en riz, suite à la suppression des Centres regionaux de distribution de la CPSP Il connaîtra cependant une évolution plus rapide en milieu rural qu'en milieu urbain, si les capacités de transformation mécanique y sont disponibles, notamment pour la transformation secondaire

b) Augmentation et stabilisation de la production de céréales

Les perspectives à ce sujet sont plus favorables au riz irrigué, et au mais en pluvial et en irrigué Mais il faudrait pour cela que toutes les possibilités actuelles de développement de ces cultures soient exploitées Pour le mil, le sorgho et le fonio en pluvial les perspectives restent assez limitées, eu égard a la dégradation tres poussée des terres et aux aléas liés aux conditions climatiques Il y a lieu de s'attendre à ce que la reduction des coûts de production par l'utilisation faible d'intrants ameliorants s'accentue, sauf si les prix au producteur des produits agricoles atteignent des niveaux offrant des marges intéressantes et qu'une bonne sensibilisation des producteurs soit menée sur la nécessité de sauvegarder leur principal facteur de production qui est la terre En définitive, les dispositions du Plan Céréalier et du PASA s'imposent plus que jamais, quant à l'impérieuse nécessité d'exploiter toutes les potentialités existantes en vue du développement de la culture irriguée

c) Amelioration de la rentabilité des unités de transformation

Comme etudie plus haut la cause principale du peu de rentabilite des unités demeure le faible taux d'utilisation de leur capacité de traitement annuel (voir étude de cas en annexe N 8)

Cela résulte certainement du fait que l'offre en matière de transformation (donc le nombre d'unites existantes) est trop importante par rapport à la demande Il est certain que la demande potentielle des ménages en produits a base de céréales locales est loin d'être atteinte Les raisons tiennent a l'insuffisance de la communication en matière de promotion des produits et aux avantages comparatifs liés aux prix entre le riz et les produits locaux L'amelioration de la rentabilité des unites est certes possible, mais ne peut être envisagee qu'à moyen et long terme, lorsque les actions de promotion auront atteint leur plein rendement

d) Accroissement du nombre d'opérateurs prives

Il est lie certes à la rentabilite des unités de transformation, mais egalement et surtout dans le contexte actuel, aux facilites d'accès au credit (disponibilité de fonds propres, taux d'intérêt faible et facilité de confection des dossiers) Sur ce dernier point, les conditions semblent favorables au regard des efforts consentis par le Gouvernement et ses partenaires, et qui se sont traduits par la "proliferation" des sources de financement Cependant des problemes de communication avec les operateurs prives subsistent, car ils manifestent encore beaucoup d'insuffisances dans l'appréciation des possibilités de crédit (sources de financement et conditions) qui existent actuellement dans le pays

e) Developpement de la recherche de nouvelles technologies de transformation

La mécanisation totale de la transformation des céreales locales demeure une grande priorité Mais certaines étapes (decorticage et roulage) rencontrent encore des difficultés en matiere de recherche de technologies appropriées

Pour le pré-nettoyage, il n'existe pas encore une machine réellement satisfaisante a ce jour pour les petites unités les résultats de la recherche sont certes assez avances à ce sujet mais devraient être repris pour être portés au niveau des artisans en vue de la mise au point d'un équipement simple et bon marché L'ITA aurait reçu un appui financier du FCCAA dans ce but

Le tamisage des produits de mouture ne dispose pas non plus d'un équipement performant pour sa mécanisation Cependant, les résultats de tests sur du matériel importé et de quelques prototypes permettent d'envisager la fabrication locale d'un équipement simple,robuste, efficace et peu coûteux (système de tamis vibrants)

Cela fait également partie du programme de l'ITA finance par le FCCAA Un petit équipement existe pour le mais et déjà utilisé dans les unites encadrées par la SODEFITEX (projet FAC d'appui à la création de mini-minoteries villageoises)

La mécanisation du roulage dans le cadre de la transformation secondaire préoccupe particulièrement de nombreuses petites unités de transformation orientées vers la production de produits "roulés" (couscous, arraw, thiacry) à plus forte valeur ajoutée et non concurrencées, pour l'instant, par la production industrielle L'ITA a déjà travaillé sur ce thème avec le CIRAD, comme souligné plus haut, et a obtenu un financement du CRDI et du FCCAA pour poursuivre et achever ses recherches Un prototype de "rouleur" fabriqué par une entreprise de Dakar a déjà été testé en laboratoire et doit être prochainement expérimenté dans une unité de transformation

e) Amélioration de la compétitivite des produits

La "notoriété" dont jouit le riz par rapport aux céréales locales résulte de certains atouts, a savoir la régularité de l'offre, le prix, la quantité et la qualite La régularité de l'offre pour les unités de transformation est étroitement liée à la disponibilité de matières premières (donc à une production suffisante), et a une meilleure organisation de la distribution des produits finis sur les marchés Les problèmes relatifs aux perspectives d'amélioration de la production de céréales locales ont été traites plus haut

Quant aux prix, il ressort de notre expérience personnelle corroborée par des discussions avec quelques ménages rencontrées au cours des missions sur le terrain tant en milieu rural que urbain, que les plats à base de mil ont un coût plus elevé (couscous à la viande) que les plats à base de riz (riz au poisson notamment) Il apparaît également qu'à poids égal, le volume de riz après cuisson serait important que celui du mil

Dans ces conditions, le mil ne presente à priori aucun atout favorable pour se substituer au riz, en particulier pour les familles nombreuses Mais le problème majeur de la compétitivité des céréales locales par rapport au riz se situe au niveau de la qualité (goût et propreté) des produits finis et de la confiance que leur accordent les ménagères En effet, dans la tradition Sénégalaise, la transformation secondaire des céréales locales est généralement faite par les ménagères elles-mêmes ou tout au moins sous leur contrôle, en raison de la valeur qualitative qui leur est attachee

Dans la recherche d'une plus grande compétitivité, il conviendrait donc de tenir compte de cette dimension, et de veiller particulièrement à la qualité bactériologique, gustative et de propreté des produits à base de céréales locales

f) Approvisionnement régulier des unités de transformation en matière première

Les approvisionnements des unités en matiere première (céréales) se fait généralement auprès des commerçants locaux et au niveau des marchés hebdomadaires Les problèmes essentiels qui se posent au niveau de la plupart des unités artisanales et semi-industrielles sont - d'une part la non disponibilité d'un fonds de roulement suffisant pour l'achat de grandes quantités de matière première - et d'autre part l'inexistence chez la plupart de locaux adéquats pour le stockage et la conservation de la matière première Les unites restent donc tributaires des marchés céréaliers tout au long de l'année Or, il arrive des moments où les offres sont rares et les prix élevés, sans possibilite de répercuter les coûts additionnels sur les prix de vente des produits finis

Les perspectives à cet égard devraient relever d'une certaine organisation des opérateurs en groupements d'achat de céréales locales, qui disposeraient de locaux appropriés pour le stockage (location éventuelle), et feraient des achats groupés aussitôt apres les récoltes (Novembre-Décembre) dans les zones excédentaires Une autre alternative similaire serait la constitution de banques de céréales par les groupements d'opérateurs

Du reste, en l'absence de normes de qualité reconnues et appliquées par l'ensemble des opérateurs de la filière au niveau régional, le recours à des importations à partir des pays voisins s'avèrent risqué, comme l'attestent les quelques cas déja vécus

g) Formation et conseil des opérateurs

Les intervenants sont nombreux dans ce domaine Ils peuvent offrir une gamme variée de services dont certains sont payants Les principaux intervenants identifiés sont

- **l'ITA**, intervient en matière de technologies agro-alimentaires pour l'information, la documentation, les conseils pratiques, la formation et le suivi de qualité Ses services sont payants,

- **la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar**, fournit des prestations dont certaines sont gratuites et d'autres payantes en matière d'information, de la documentation, de l'interrogation de banques de donnees sur le Commerce Intérieur et Exterieur,

- **la Société Nationale de Promotion Industrielle (SONEPI)**, est un bureau d'etudes intervenant pour la réalisation d'études de factibilité des projets industriels, ainsi que pour la documentation et les conseils, destinés généralement aux industriels et dans une moindre mesure aux PME/PMI,

- l'**ENDA**, fournit une assistance en matière de documentation, d'information et de formation

Il existe pour les études de projets et l'élaboration des dossiers de financement de nombreux bureaux d'études privés, mais qui disposent rarement de compétence en matière de technologie, ou alors uniquement pour les niveaux industriels

h) Amélioration de la promotion des produits

La promotion des produits est indispensable, en tant qu'outil privilégié d'encouragement ou de relance de la consommation Le programme FCCAA apporte déja un appui dans ce domaine, et pourrait être rejoint par le programme PROCELOS du CILSS lors de sa seconde phase

D'autres promoteurs tentent individuellement de faire la promotion de leurs produits Malgre tout, les résultats sont encore peu probants dans les centres urbains, et n'atteignent pratiquement pas les zones rurales De gros efforts devraient donc être consentis a cet égard, pour accroître de façon effective la part des produits a base de céréales locales dans la consommation des menages

3 2 5 Conclusions et recommandations

a) Conclusions

Il est indéniable que le mil conserve une place privilégiée dans l'alimentation des ruraux et dans une moindre mesure des citadins Celle-ci est liée aux images positives et aux vertus de "longevité" qui lui sont attachées Malheureusement, il offre très peu de perspectives en matière d'accroissement de la production pour pouvoir repondre a une demande croissante Le mais est considerée comme la céreale d'avenir en raisons de ses caractéristiques agronomiques et technologiques qui offrent des possibilites reelles d'accroissement de la production et de la consommation Si diverses actions ont éte entreprises par le passé pour en accroître la production (irrigation), rien ne semble avoir été fait concrètement pour améliorer sa consommation Or de réelles perspectives existent de voir la demande en ce produit s'accroître très rapidement, à la fois pour l'alimentation humaine et animale Le Sorgho et le fonio sont consideres encore comme des céreales marginales dont la consommation est limitée a leurs zones de production

La transformation des céréales locales a pris ces dernières années un essor important Si les technologies sont au point pour la plupart des etapes intermédiaires, elles sont encore insuffisantes pour l'étape ultime, certainement la plus importante pour les consommateurs, c'est à dire celle de la fabrication des produits prêts pour la cuisson De ce côté, la mécanisation du "roulage" dans le cadre de la transformation secondaire est encore au stade de la recherche

Beaucoup d'equipement de transformation, et en particulier les moulins, ont été installés en milieu rural Mais cela n'a pas été souvent fait dans le cadre d'une politique céréalière concertée et donc, sur base d'une réelle coordination En conséquence les outils mis en place et les resultats des expériences y relatifs sont peu valorisés

Les unités industrielles actuellement en place souffrent de l'insuffisance des disponibilités en matières premières et des variations de prix dans le temps sur les marchés d'approvisionnement, ainsi que des coûts elevés de production Les prix de vente des produits finis restent quant à eux souvent stationnaires et à des niveaux promotionnels Les opérateurs prives, notamment dans le domaine de l'artisanat de service et de production benéficient de très peu d'appuis, au plan de la diffusion d'informations, de l'octroi de crédit, de l'appui technique, de la formation Il est vrai que leurs corps souffrent actuellement d'inorganisation, pour pouvoir creer les conditions plus propices à l'expression et à la satisfaction de leurs besoins

Les produits actuels bénéficient d'une promotion très peu soutenue, en terme de distribution et de publicité qui, du reste, sont négligées au plan des moyens Or il existe actuellement une multitude de produits sur les marchés qui pourraient être mieux valorisés La majeure partie des produits actuellement disponibles sur les marchés sont ceux qui sont fabriqués traditionnellement au sein des ménages

b) Recommandations

Le contexte économique actuel résultant de la dévaluation du F CFA, crée entre autres un regain d'intérêt pour les produits locaux et donc des conditions favorables à la promotion des céréales locales, du fait de la baisse du pouvoir d'achat des populations Il s'agit donc pour les ménages de faire face à cette situation par des modifications profondes dans leurs modèles de consommation Cela suppose que des efforts soient fait dans le sens de la promotion des produits à base de ceréales locales, mais sur une base compétitive par rapport au riz, principale céreale concurrente mais en grande partie importée

A cet effet, certaines actions méritent d'être prises, dont notamment

- la mise sur pied d'une politique viable de développement de la production sur une base durable, afin d'apporter une reponse adequate à la demande croissante en produits à base de céréales locales, à cet égard, les mêmes dispositions que celles déja suggérées pour le secteur agricole en général devraient être prises,

- la stabilisation de l'offre et des prix de céréales sur les marchés afin de faciliter l'approvisionnement régulier des unités de transformation,

- l'organisation interne des operations économiques impliqués dans la transformation de façon à pouvoir acquérir les infrastructures nécessaires (magasins de stockage notamment) à la sécurisation des approvisionnements de leurs unités par des achats groupés de matières premières,

- le renforcement l'information des opérateurs privés sur les technologies de transformation disponibles, et sur les performances des nouveaux équipements mis au point par les artisans locaux,

- l'incitation des artisans locaux à s'investir d'avantage dans la fabrication des equipements de transformation, par une réduction de la fiscalité touchant les matières premières importées utilisées

- l'actualisation des études existantes (signalees dans le texte) sur la rentabilité des unités de transformation,

- le renforcement des capacités de l'ITA en matière de compétences pour la réalisation d'études de rentabilité des technologies mises au point et des unités de transformation en général,

- la définition de normes de qualité pour les produits dérives des céréales locales, et le renforcement des capacités opérationnelles de l'Institution chargée des contrôles y relatifs,

- le renforcement et l'élargissement de la politique de promotion et de marketing des produits à base de céréales locales, par une meilleure présentation (marque, composition, date de fabrication, date limite de consommation etc) et une distribution plus étendue à travers le pays,

- La promotion à travers les médias de recettes culinaires pour la préparation de produits à base de céréales locales connus localement que de nouveaux produits provenant des pays voisins et lointains (beignets, croquettes, produits de sevrage),

- l'appui à la formation des propriétaires d'unités de transformation en matière d'exploitation des technologies existantes et de gestion, ce par l'organisation de séminaires locaux et de voyages d'études,

4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS GENERALES

4 1 Concernant le secteur agricole en général

4 1 1 Conclusions

Le secteur agricole (au sens strict du terme) a éte marque depuis l'indépendance du pays par une certaine instabilité au plan des politiques mises en oeuvre

Depuis l'avènement des nouvelles politiques (NPA, Plan céréalier, PASA) et le nouveau contexte socio-économique créé par la dévaluation, de nouvelles perspectives sont apparues, dont les manifestations les plus évidentes sont la prise de conscience par les producteurs de la nécessite d'assumer leurs responsabilités dans la gestion du secteur, et l'intérêt grandissant attache à la valorisation des productions locales, et particulierement des ceréales

La production agricole, selon les donnees des 14 dernieres années, a stagne Les contraintes majeures qui ont conduit à une telle situation résident certes dans les aléas climatiques, mais aussi et surtout dans la baisse de la productivité des terres et du travail

En effet, après la dévaluation les coûts des intrants et outillages agricoles sont devenus prohibitifs pour des revenus modestes et parfois incertains dans certaines régions De plus, le systeme de crédit s'est dégrade au fil du temps pour pouvoir constituer véritablement le soutien indispensable à la production agricole Les conséquences qui en ont résulté sont la degradation prononcée du potentiel productif des semences actuellement utilisées du fait du faible taux de renouvellement du capital semencier, l'abandon de plus en plus géneralisé de la fertilisation (tant par l'engrais chimique que par la fumure organique) et de la protection des cultures, ainsi que de la mécanisation des travaux culturaux

A cela s'ajoutent des problèmes d'ordre foncier L'application de la loi sur le domaine national n'assure pas la sécurisation de la tenure Ce qui constitue un obstacle majeur aux grands investissements nécessaires à la mise en valeur des terres de façon durable La tendance actuelle est à l'agriculture itinérante, dont les effets néfastes sur l'environnement sont connus et déja vécus dans certaines zones de production du pays

La recherche agricole demeure encore peu efficiente, malgré les nombreux resultats qu'elle a généré à ce jour, en particulier dans la production de semences améliorées et dans la mise au point de techniques culturales performantes Mais dans la définition des priorités en matiere de recherches et de la stratégie à mettre en oeuvre à cet effet, les autres partenaires au developpement et surtout les utilisateurs (producteurs) sont peu associes

De ce fait, ses produits restent largement sous-utilises De plus, l'ISRA connaît certains problèmes inhérents à l'environnement économique genéral du pays et à sa croissance En plus de la crise financière qui le déstabilise et menace constamment l'exécution de ses programmes, sa politique en matière de gestion de la recherche et du personnel et son système de gestion financière sont jugés peu crédibles par ses principaux bailleurs de fonds

Le crédit agricole a énormément régressé et n'arrive plus à couvrir les besoins de financement Il est encore pour une grande part un crédit court terme dit "de campagne" (84%) qui est devenu difficile à mobiliser Il reste confronté a un certain nombre de problèmes, dont les plus remarquables sont l'accroissement des impayés sur les crédits collectifs, l'absorption du crédit dans certaines zones limitees d'une part par la faiblesse des revenus des ruraux et d'autres part par l'inexistence de circuits adéquats de distribution des intrants, et le coût éleve de la collecte de l'épargne rurale sans résultats tangibles

La commercialisation des produits agricoles et de leurs dérivés connaît une vague de libéralisations qui pourrait constituer, à l'analyse, un danger réel pour les productions locales En effet, dans la plupart des pays au monde, et en particulier en Europe, l'agriculture reste encore subventionnée pour une grande part De ce fait, certains produits, sujets à "dumping" sur les marchés mondiaux pourraient revenir CAF Dakar moins cher que les productions locales

A l'heure actuelle, **les prix relatifs** des principaux produits agricoles ne reflètent pas une cohérence significative car, l'insuffisance des ressources financières propres limite les possibilités de concurrence entre cultures Ainsi depuis plusieurs années, un certain équilibre semble se maintenir, malgré les variations sensibles des prix au producteur qui ont parfois prevalu Toutefois, la libéralisation et le renchérissement des facteurs de production qui en a résulté aura pour effet certain "d'aiguiser" le sens du "profit" des producteurs, qui de plus en plus auront tendance à privilégier les avantages en terme de "marge par type de culture" dans leurs decisions d'emblavement Cela peut porter préjudice a certaines industries qui dépendent essentiellement des productions locales telles que les huileries, a moins qu''elles n'instaurent a l'image de la SODEFITEX et de la CSS leur propre politique de production de matière première agricole et/ou de prix au producteur

Le contrôle des **normes de qualité** ne fait pas encore l'objet d'une legislation concertee et acceptée dans la sous-région, malgré les travaux menés par certaines institutions internationales à ce sujet (FAO) Par contre, les dispositions y relatives sont très sévères dans d'autres pays, en particulier ceux d'Europe De ce fait, il constitue un passage obligé pour l'accroissement des exportations

Slogan des années 1980, le "consommer sénégalais" s'impose de plus en plus à l'heure actuelle, au regard des effets néfastes des nouvelles politiques mises en oeuvre sur le pouvoir d'achat des populations Toutefois, ce slogan qui connaît un certain succès en milieu rural depuis ces dernières années, a du mal à s'imposer en milieu urbain La raison profonde est liée au manque de compétitivité des produits locaux mis sur les marchés par rapport aux produits importés, cela non seulement au plan du différentiel de prix, mais aussi et surtout à celui de la qualité (goût et propreté) et de la disponibilité Or la promotion des produits locaux est essentielle a la relance de l'agriculture et a l'augmentation des revenus des ruraux

4 1 2 Recommandations

L'importance du secteur agricole pour l'économie du Sénégal, appelle des mesures de sauvegarde efficaces et immédiates A cet égard, en attendant que les organisations paysannes et le secteur prive en général soient assez outillés (au plan organisationnel et financier) pour pouvoir assumer pleinement les responsabilités qui leur reviennent dans les nouvelles politiques initiées dans le secteur, il faudra faciliter l'acquisition des intrants agricoles aux paysans, et ce par réduction des coûts à travers celle de la fiscalité et par une politique souple et concertée de crédit Toutefois les conditions d'une telle intervention méritent d'être étudiées, afin de ne pas remettre en cause les acquis fondamentaux des politiques déjà mises en oeuvre dans le secteur

Pour le problème foncier, la sécurisation dans l'exploitation des terres, sans pour autant être assimilée à une propriété privée définitive, devrait se traduire par une affectation de celles-ci pour une durée déterminee renouvelable, mais suffisante pour réaliser des investissements consistants et assurer leur amortissement Toutefois, les terres affectées ne pourront constituer un moyen de garantie pour le crédit

En matière de recherche agricole, l'ISRA devrait avoir un statut qui lui confère une certaine autonomie de gestion Elle devrait également developper une capacité réelle à pouvoir prendre en charge le financement de ses activités, notamment par la valorisation de ses produits

Pour le financement de la production agricole, il importe de developper la capacité d'absorption du crédit, de favoriser un bon équilibre d'exploitation de la CNCAS, d'améliorer la solidarité et la viabilité des nouvelles structures d'organisation du monde rural, de développer une expertise en matière de crédit rural par la formation et les échanges d'expériences, de développer d'avantage le crédit court terme qui offrirait des possibilités de "péréquation" entre campagnes déficitaires et campagnes excédentaires.

Sur le plan commercial, il y a lieu d'instaurer une taxation de protection dont le niveau devrait être bien étudié de façon a rapprocher tous les marchés étrangers d'une verite des prix du marché intérieur, ce qui permettrait d'assurer la protection des productions locales

En outre, les producteurs auront de plus en plus à faire face à des partenaires aguerris, ayant pour souci majeur la "maximisation du profit" Face à cela, ils devront développer une grande capacité de négociation Leur information et leur formation devront être renforcées à cet effet Du reste, la diversification des sources de revenus pourrait constituer également un atout certain

Le respect rigoureux des normes et de la qualité s'impose A cet effet, l'Institut National de Normalisation devrait être rendu plus fonctionnel en matière d'équipement et d'organisation Il gagnerait à se rapprocher d'avantage de ses utilisateurs et à leur assurer des services et autres produits au prix coûtant et avec la qualité requise

La promotion des produits agricoles devra faire l'objet d'une politique globale, tenant compte de toutes les dimensions de la consommation des menages (disponibilité, qualité des produits, compétitivité des prix, distribution, publicité-marketing) Ce n'est que dans ces conditions qu'elle pourra contribuer à améliorer

- d'une part le taux de couverture des besoins alimentaires nationaux,

- et d'autre part l'accessibilité économique (par le pouvoir d'achat) des populations rurales, les plus nombreuses et les plus démunies, aux produits alimentaires complémentaires

4 2 Concernant le sous-secteur céréalier

4 2 1 Conclusions

Le problème auquel il faut faire face est de pouvoir répondre en suffisance et de façon régulière à une demande croissante en produits dérivés des céréales locales

Cela impose en amont que les conditions soient créées pour le developpement et la stabilisation de la production de céreales locales, matière premiere de base pour les unités de transformation Mais les contraintes majeures restent les mêmes que celles décrites plus haut, notamment les ressources limitées, les aléas climatiques, et la faible productivité liée à la perte de fertilité et à la réduction de la mécanisation des travaux agricoles

L'essentiel des efforts consentis dans le sous-secteur céréalier en matiere de production, porte sur le riz Des investissements importants ont été dejà consentis à l'irrigation, en particulier dans la region de la Vallée du Fleuve Sénégal, mais sans en tirer reellement le maximum de profit Au problème foncier se sont ajoutés ceux liés au desengagement de l'Etat et a l'inefficacité des mesures d'accompagnement préconisées

Le financement de la production se pose avec encore plus d'acuité pour le sous-secteur céréalier Les causes restent les mêmes que celles déjà évoquées pour le secteur agricole en général

Sur le plan de la transformation des céréales, de nombreuses technologies ont éte mises au point par L'ITA Cependant leur exploitation efficiente se heurte encore à des difficultés de communication avec les utilisateurs et de mise au point de certains équipements adéquats, notamment pour la transformation secondaire (et notamment le "roulage") La nouvelle stratégie de l'ITA consiste à se rapprocher de ses utilisateurs en vue d'apprécier leurs besoins et de les informer sur les technologies existantes Cependant, le probleme de mise au point et de diffusion de certains equipements reste entier

Un des critères importants qui determinent la consommation des cereales est leur facilité de préparation A cet égard, les céréales locales ne sont toujours pas dans des conditions de competitivite favorables par rapport au riz En effet, la transformation secondaire était encore jusqu'à une période récente tres peu développée, et les produits finis ou semi-finis disponibles n'étaient pas très diversifiés Des technologies ont été étudiees par l'ITA pour repondre a ces besoins, mais elles ne sont pas encore totalement au point pour être exploitées De plus, elles portent généralement sur les produits préparés traditionnellement dans les ménages (couscous, arraw, thiacry)

Les unités de transformation, notamment semi-industrielles et artisanales, souffrent réellement d'un problème de rentabilité, inhérent au faible taux d'utilisation de leur capacité réelle de production mais également à la promotion de leurs produits Cela résulte généralement d'insuffisances en matière d'organisation, d'exploitation et de gestion En outre, les unités ont souvent des capacités de financement très limitées pour pouvoir faire face aux problemes d'investissement et de fonctionnement inhérents a toute entreprise privée Les possibilités de financement du credit existent, mais sont souvent insuffisamment connues, et par conséquent peu ou mal exploitees

La commercialisation des produits dérives des céreales locales souffre encore de problèmes de distribution, et surtout de promotion Beaucoup de produits sont mis actuellement sur les marchés dans les centres urbains, mais sont presque inexistants en milieu rural

De plus, les mêmes produits sont présentes sous différentes formes et marques commerciales Cette situation pose aux consommateurs de grosses difficultés d'identification et de fidelisation a un produit d'une marque donnée La promotion des produits derives des céréales locales passe nécessairement par une amelioration de leur distribution sur le territoire national, et par une politique de promotion et de marketing facilitant leur adoption par les consommateurs

Il est incontestable que peu d'efforts ont été fait pour promouvoir des produits à base de céréales locales, autres que ceux connus traditionnellement Or de grandes possibilités existent à cet égard et des tests ont été même menés avec certaines céréales (particulièrement le mais), mais sans suite Quelques petites unités artisanales ont commence, mais très timidement, a exploiter certains acquis (beignets, croquettes) En effet, les actions d'accompagnement (distribution, publicité) sont souvent negligees

La qualité des produits (goût, propreté) constitue un atout majeur pour leur adoption par les consommateurs et la présentation en est l'expression éloquente La compétitivité des produits à base de céréales locales par rapport aux autres produits similaires importés, et particulièrement le riz, réside dans la problématique prix/qualité/quantité/disponibilité

A cet égard, toutes les études et enquêtes réalisées jusqu'à présent font état d'un avantage certain pour le riz Mais en milieu rural, la diffusion de plats simples et peu coûteux à base de ceréales locales (fonde, thiacry, sousseul) a grandement accru leur consommation Cela prouve à l'evidence que la promotion des céréales locales restent fortement tributaire des coûts des plats à la préparation desquels elles sont utilisées

4 2 2 <u>Recommandations</u>

Certains faits avérés permettent de penser que le contexte actuel est favorable à l'accroissement de la consommation de céréales locales Ce sont notamment l'importance accrue des céréales locales dans la consommation des ménages ruraux, les nombreuses technologies de transformation disponibles, le grand nombre d'unités de transformation existants a travers le pays, la présence sur les marchés (en particulier urbains) de moult produits semi-finis ou finis dérivés des céréales locales Cette nouvelle dynamique, si elle se confirmait dans le temps et dans l'espace, devrait aider au développement du sous-secteur céréalier dans le pays Mais pour ce faire, il est indispensable qu'elle soit impulsee et entretenue a tous les niveaux

Les actions à mener à cet effet, se résument comme suit

Des conditions devraient être créées pour assurer l'accroissement et la stabilisation de la production, notamment par le developpement de l'irrigation à moindre coût partout ou les potentialités existent à cet effet

Les moyens affectes a la mise au point des technologies de transformation et à la conception des équipements meritent d'être accrus D'autres types de produits (venant d'autres pays ou totalement nouveaux) devraient être introduits au Senégal, et des recherches de technologies y relatives entreprises L'information des utilisateurs sur les technologies de transformation existantes devraient être renforcée

Des efforts devraient être consentis, avec le concours des différents partenaires pour apporter aux unites de transformation l'assistance requise en matière de gestion Cela pourrait se faire sous forme de formation de groupes (réunions, ateliers, séminaires) et/ou de voyages d'etudes dans des pays ou existent des expériences interessantes

La recherche de la diversification, par la mise au point et la diffusion de nouveaux produits pourrait constituer une bonne stratégie pour la promotion des céréales locales

Tout comme le marketing, la qualité et la présentation des produits doivent être considérées comme des éléments essentiels d'une bonne politique de promotion Les promoteurs devraient y veiller particulièrement, afin de gagner la confiance des ménagères habituées a fabriquer elles-mêmes leurs produits selon les procédés traditionnels

La promotion des cereales locales passe necessairement par la recherche de recettes culinaires à moindre coût, lesquelles pourraient être testees et diffusées par divers moyens de communication (presse, séances de dégustation, manifestations théâtrales)

Annexe N° 1 Termes de reférence du Consultant[1]

1 But du contrat

Apporter un appui institutionnel au Conseil Economique et Social pour la mise en place et le fonctionnement d'un observatoire multisectoriel de suivi de l'après-dévaluation du Franc CFA

2 Tâches

La responsabilité du consultant national agro-économiste sera d'assister le Conseil Economique et Social dans la production d'avis et de recommandations suite a l'examen des problemes nés de la devaluation du Franc CFA et concernant le secteur agricole en general, et le sous-secteur ceréalier en particulier

L'objectif final du travail de ce consultant est

a) de verifier si les conditions sont maintenant reunies pour le développement de la transformation des céréales locales sur une base competitive,

b) d'identifier les mesures qui peuvent être prises pour stimuler de telles activités de transformation,

c) de voir dans quelle mesure une demande accrue de produits locaux se traduirait par des revenus accrus pour les paysans On a longtemps suppose que la consommation de céréales locales est entravee par la non-disponibilite de produits transformés (faciles à préparer) ainsi que par la disponibilité de produits importes relativement bon marché A cet effet, il travaillera au sein du Comité spécial charge de l'étude de la dévaluation et en étroite collaboration avec les consultants macro-économiste et agronome

Spécifiquement, le consultant national économiste agricole devra

1 Apprécier dans la situation nouvelle les effets de la libéralisation du monde rural atouts et handicaps,

2 identifier et analyser les contraintes de commercialisation de la production locale face a l'importation,

[1] Texte reproduit conforme a l'original

3 analyser les perspectives de marchés et de rentabilité de la transformation locale des produits agricoles, particulierement des céréales,

4 analyser les perspectives pour les technologies de transformation existantes et a venir,

5 etudier et actualiser, en relation avec le consultant macro-economiste, les etudes faites sur les problèmes techniques et socio-economiques liés au secteur céréalier (y compris les analyses des politiques de prix, les études de faisabilite des techniques de transformation des céréales et de commercialisation des produits) depuis 1986 quand le Plan Céréalier a été lancé, et faire des recommandations en vue du développement du sous-secteur céréalier,

6 assurer les relations avec le Ministère chargé du developpement rural et avec les organisations socio-professionnelles du monde rural, et

7 proposer des scénari pour l'amélioration de la performance des systèmes de transformation-commercialisation et pour le promotion du sous-secteur céréalier et celui des autres produits non traditionnels

Annexe N° 2 Superficies des terres par région (en Milliers d'hectares)

Anciennes Régions	Superficie totale	Superficie terres arables			
		Cultivée	Jachère	Disponi-ble	Total
Dakar	55	2	0	6	8
St-Louis	4 412	40	0	214	254
Louga	2 919	264	147	89	500
Thiès	660	233	90	47	370
Diourbel	436	247	96	7	350
Sine-Sal	2 395	848	300	2	1 150
Casamance	2 835	326	126	297	750
Tamba	5 960	208	80	112	400
TOTAL	19 671	2 169	840	773	3 782
Niayes	280	23	ND	13	36
Irrigable	ND	6	ND	7	13
Pluvial	ND	17	ND	6	23

ND = Non déterminé

Source Politique Agricole du Sénégal, 1989

Annexe N° 3 Principales zones agro-écologiques homogènes, cultures et assolements pratiqués

DENOMINATION DES ZONES	CULTURES PRATIQUEES
Centre Bassin Arachidier	Mil/Sorgho/Niébé/Arachide/Pastèque
Nord Bassin Arachidier	Mil/Sorgho/Niébé/Pastèque
Sud Ouest Bassin Arachidier	Mil/Sorgho/Arachide
Sud Est Bassin Arachidier	Mil/Sorgho/Arachide/Coton
Début Vallée du Fleuve Sénégal (Grands Périmètres Irrigués) - Delta - Début Moyenne Vallée	 Riz/Tomate Riz/Mais/Tomate
Moyenne vallée du Fleuve Senégal - Petits Périmètres Irrigués - Cultures de Decrue - Cultures Pluviales	 Riz/Sorgho/Mais/Tomate/Maraîchage Sorgho/Mais/Patate Niébé/Mil/Beref/Pastèque
Haute Vallée du Fleuve et Nord Sénégal Oriental - Petits Perimètres Irrigués - Cultures Pluviales	 Riz/Sorgho/Mais/Maraîchage Mil/Sorgho/Niébé/Arachide
Centre Senégal Oriental	Mil/Sorgho/Mais/Arachide/Coton /Fonio
Haute Casamance	Mil/Sorgho/Mais/Riz Pluvial/Riz Irrigué/Riz de Nappe/Arachide /Coton
Moyenne Casamance	Mil/Sorgho/Mais/Riz Pluvial/Riz de Nappe/Arachide/Coton
Basse Casamance	Mil/Sorgho/Riz Pluvial/Riz de Nappe/Arachide

Source Budgets de cultures au Sénégal (Frédéric Martin, ISRA/MSU, 1988)
(Données réactualisées par le consultant en 1995)

Annexe N° 4 Statistiques de production pour l'arachide et les céréales de 1984/85 a 1994/95

SUPERFICIE (Ha)					
Campagne	Ara/Huil	Mil/Sorg	Maïs	Riz	Fonio
1984/85	869115	1002851	82680	66091	ND
1985/86	594388	1337805	101381	79159	ND
1986/87	789789	993154	94699	71479	ND
1987/88	831158	1073817	98860	74346	5557
1988/89	886191	1023316	110927	78809	5187
1989/90	1183160	1084359	92990	79331	2396
1990/91	1425292	1037702	116686	72957	1659
1991/92	1291584	978818	90632	73131	3447
1992/93	1480321	904986	105041	73696	3387
1993/94	739031	1100271	108960	77945	ND
1994/95	892031	1077727	106814	77736	ND

PRODUCTIONS (Tonnes)					
Campagne	Ara/Huil	Mil/Sorg	Maïs	Riz	Fonio
1984/85	669000	471456	98520	135828	ND
1985/86	590460	949570	146934	147005	ND
1986/87	821830	633726	107883	142792	ND
1987/88	946440	801289	113625	135793	3175
1988/89	703360	594200	123327	146405	2968
1989/90	1292978	765751	131407	168227	1402
1990/91	1129800	662124	133136	156083	690
1991/92	1102568	670606	102632	193869	2474
1992/93	972793	562706	114564	177346	1829
1993/94	605766	752616	138318	162228	ND
1994/95	695429	670834	108233	77736	ND

ND = Non disponible

Source : Division des Statistiques Agricoles (DISA) de la Direction de l'Agriculture

Annexe N° 5 Evolution des importations de riz et de ble pendant la période 1980-1994 (en milliers de tonnes)

Année	Riz	Blé
1980	302,5	97,1
1981	339,8	121,8
1982	376,6	112,3
1983	3940	1250
1984	393,5	1185
1985	3424	1342
1986	3107	973
1987	2677	993
1988	2895	1135
1989	3808	1615
1990	3556	1399
1991	3946	1510
1992	3833	1510
1993	3826	1769
1994	327,8*	177,4*

* Estimation

Source DPS/MEFP, et BCEAO/Agence

Annexe N° 6 Evolution des bilans céréaliers de 1990/91 à 1994/95 (en tonnes)

Eléments du Bilan	1990/91 Ex-post	1991/92 Ex-post	1992/93 Ex-post	1993/94 Ex-post	1994/95 Prévisionnel
POPULATION	7598000	7803000	8014100	8230478	8361435
RESSOURCES					
Production disponible (nette)	797774	785306	728401	898670	789290
Stocks initiaux	127746	96596	143659	119660	106110
Importations	651770	576368	515454	516740	520500
Commerciales Aides Alim	595043 56727	511740 64628	465140 50314	480980 35760	507000 13500
TOTAL RESSOURCES	1577290	1458270	1387514	1535070	1415900
EMPLOIS					
Consommation humaine	1405677	1443630	1482608	1408960	1546860
Stocks Finaux	104258	143659	89476	106110	112500
Autres utilisations	20000	22000	20000	20000	20000
TOTAL EMPLOIS	1529935	1609289	1592084	1535070	1679360
SOLDE	+ 47355	-151019	-204570	000000	- 263460
Consommation apparente per capita (Kg)	210	190	170	190	170
Norme officielle de Consommation per capita (Kg)	185	185	185	185	185

Source Division des Statistiques Agricoles (DISA) de la Direction de l'Agriculture

Annexe N° 7 Bilans céréaliers par produit en 1993/94 et 1994/95, premières campagnes avant et après la dévaluation (T)

Eléments du Bilan	1993/94 (Ex-post)			1994/95 (Prévisionnel)		
	Riz	Blé	Céréales Locales	Riz	Blé	Céréales Locales
POPULATION	8230478			8361435		
RESSOURCES						
Production disponible (nette)	132070	000	766600	111520	000	677770
Stocks initiaux	100350	10900	8410	27240	11000	67870
Importations	348370	154520	13850	357500	155000	8000
Commerciales Aides Alim	323830 24540	147800 6720	9350 4500	350000 7500	150000 5000	7000 1000
TOTAL RESSOURCES	580790	165420	788860	496260	166000	753640
EMPLOIS						
Consommation humaine	553550	154420	700990	607710	169570	769250
Stocks Finaux	27240	11000	67870	67000	12000	33500
Autres utilisations	000	000	20000	000	000	20000
TOTAL EMPLOIS	580790	165420	788860	674710	181570	822750
SOLDE	000	000	000	-178450	-15570	- 69110
Consommation apparente per capita (Kg)	67 26	18 76	85 17	59 35	19 85	90 13
Norme officielle de Consommation per capita (Kg)	72 68	20 28	92 00	72 68	20 28	92 00

Source Division des Statistiques Agricoles (DISA/DA)

Annexe N° 8 Comparaison de la rentabilité de décortiqueurs entre milieu rural et milieu urbain à partir de quelques comptes d'exploitation (en Franc CFA)

Libellés	Milieu Rural		Milieu Urbain	
	Ndoucoumane	Pirou Ndary	Centre d'Essais	Mr Diouf
PERIODE	01/92-02/93	11/92-02/93	01/92-02/93	08/92-02/93
Quantités traitées (Kg)	172 881	46 468	69 631	29 625
Tarif (FCFA/KG)	10	10	15	15
TOTAL DES RECETTES	1 728 810	464 680	1 044 465	444 375
Energie	352 030	113 010	271 720	94 690
Lubrifiant	21 000	14 400	-	-
Loyer	-	-	82 435	27 645
Salaires	331 055	40 000	98 925	33 170
Reparations	221 900	30 000	83 000	-
Divers (transport)	25 500	6 000	-	-
TOTAL DES CHARGES	951 485	203 410	536 080	155 505
BENEFICE HORS AMORTISSEMENT (B H A)	777 325	261 270	508 385	288 870
RATIO BHA/RECETTES	44 9%	56%	48 6%	65%

Source Rapport d'activités PPAM/FCCAA (Février à Mars 1993)

Annexe N 9 Repartition geographique des marchés couverts par le systeme CSA d'information sur les prix des cereales

Région	Urbaine	Rurale	Total
Ziguinchor	2	0	2
Thies	1	3	4
St-Louis	4	7	11
Diourbel	3	4	7
Tambacounda	3	4	7
Dakar	4	0	4
Kolda	3	1	4
Louga	1	3	4
Kaolack	1	7	8
Fatick	2	3	5
Total	24	31	55

Source Commissariat à la Sécurité Alimentaire

Annexe N° 10 Niveaux d'autoconsommation des céréales dans les exploitations représentatives, selon les zones agro-climatiques

Zone	Niveau d'autoconsommation (%)	
	Année moyenne	Mauvaise année
Bassin arachidier - central	70	30
Bassin arachidier - Nord	60	20
Bassin Arachidier Sud Ouest	75	40
Bassin arachidier - Sud Est	80	50
Centre Est	75	40
Haute casamance	65	25
Moyenne Casamance	65	25
Basse Casamance	60	20
Basse Vallée du fleuve	80	50
Moyenne Vallée du fleuve	50	30
Haute vallée du Fleuve	60	20

Source Martin (1988)

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

MM Famara I SAGNA, Président du Conseil Economique et Social
Moussa N'DOYE, Président Comm Agriculture et Ress Animales
Lamoth M'BAYE, Directeur de Cabinet au CES
Aly Hanne DIOP, Conseiller Technique CES
Amadou Ciré TOURE, Conseiller Technique CES
Mamadou BA, Conseiller Technique CES
Mme Anne WILLIAMS, Directeur USAID
MM Seydou CISSE, USAID
Moribadjan KEITA, USAID
Sounka N'DIAYE, USAID
Mame N'Diobo DIENE, UPA/Ministère de l'Agriculture
Ibrahima SALL, Chercheur CODESRIA
Ngoné DIOP (Mme TINE), Chercheur CODESRIA
Moussa CISSE, Chef Cellue Etudes et Information du CSA
Mamina N'DIAYE, CSA/Suivi zones et groupes à risques
Momar N'DIAYE, Sécrétaire Général CPSP
Olivier de LESTAPIS, Secretaire Général Moulins SENTENAC
Mohamed DIOP, Directeur Général ITA
Ababacar N'DOYE, Directeur Technique ITA
Pape Léopold SARR, Chargé de Recherche-Développement PNVA
Ibrahima SENE, Chef Division DPCS (ex-DISEM)
Amadou Moustapha CAMARA, Directeur de l'Agriculture
Cheikh Ibrahima N'DIAYE, Division Statistiques Agricoles/DA
Aby THIAM, Chef Entreprise "JOKO" a St-Louis (artisan)
Mor DIOP, Directeur Général Adjoint SAED à St-Louis
Jean Pierre N'DIAYE, Chef de Centre ISRA à St-Louis
Djibril DIALLO et son équipe, Agriculture de St-Louis
Moustapha DIOUF, Directeur Général de la SAISL (ex-URIC)
Bernard ANDRI, Directeur Technique SISMAR
El Hadj Malic DIOP, Secrétaire Administratif FONGS
Ibrahima SECK, FONGS
Mamadou PENE, Chef Atelier Entreprises PENE à Thiès (artisan)
Alioune THIAM, Producteur et Commerçant cereales à Khombole
Khaita SYLLA, Transformation artisanale/Commerçante a Khombole
Assane KHOUMA et Ngagne SYLLA, Producteurs à Khombole
Penda GUEYE, Transformatrice artisanale et commerçante
Moussa THIAM, Artisan à KHOMBOLE
Paul THIAW et son équipe, Président URAPD Bambey
Saliou MARRA, Entreprises "Marra" à Bambey (Semi-Industriel)
Amadou BA, Directeur CNRA/ISRA à Bambey
Désiré SARR, Chef Centre ISRA Kaolack
Cheikh Tidiane LO et son équipe, Agriculture Kaolack
Aly Saleh DIOP, Directeur IRIS (Projet Pilote FCCAA)
Mme Cécile BROUTIN, ENDA/GRET (Projet pilote FCCAA)

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1 USAID/SENEGAL/ADO,1991 Analyse du secteur agricole du Sénégal

2 CEE/CMA/AOC, Novembre 1994 Analyse de l'impact de la dévaluation du franc CFA sur la mise en oeuvre d'un marche céréalier régional

3 Ministere de l'Economie, des Finances et du Plan, Direction Prévision et Statistiques Notes de conjoncture, 1994

4 Ministere de l'Agriculture - Programme d'Ajustement Sectoriel Agricole (PASA/LPDA), 1995 - Notes de conjoncture, Novembre-decembre 1994,

5 Centre d'Etudes d'Afrique Noire/Institut d'Etudes Politiques, Mars 1994 Dakar, 12 Janvier 1994 la dévaluation du franc CFA (Dossier documentaire)

6 Ministère du developpement Rural/SEDES, Janvier 1989 Politique des prix agricoles au Sénegal

7 Fonds Commun de contrepartie de l'Aide alimentaire/ENDA Sahel, Novembre 1993 Propositions de stratégie d'intervention pour la transformation artisanale et semi-industrielle des ceréales sèches (mil, mais, sorgho)

8 Institut de Technologie alimentaire (ITA)/PROCELOS (CILSS) Bulletins mensuels Agro-alimentaires

9 Martin et CRAWFORD, Août 1988 The new agricultural Policy in Senegal, Its feasability and implications for the future, Michigan State University

10 Ministere du Developpement Rural, avril 1989 Analyse des impacts du secteur agricole sur l'économie, note d'infomation

11 Ministère du Développement Rural, Août 1986 Plan céréalier, étude du secteur agricole, reédition

12 Ministere du Développement Rural/FAO, Novembre 1989 Appui a l'Evaluation de l'impact du Programme d'Ajustement Structurel sur le secteur agricole au Senégal

13 GOETZ, S J Market Reforms, Food Security and the cash crop-food crop debate in Southeastern Senegal, PhD Dissertation, Michigan State University, 1990

14 MARTIN, F Budgets de culture au Sénégal, ISRA/MSU, 1988

15 NDOYE O , OUEDRAOGO I et GOETZ S J The significance and Causes of Senegambian Rice Trade, CILSS, October 1989